

rester dans notre terminologie, la physiologie « spéciale » du corps social de l'économie d'échange. En comparant cette image à l'image que l'économique sociale politique nous donne du même objet dans la réalité, nous reconnaitrons que le corps social de l'économie d'échange doit être gravement malade — « l'on désigne par maladies, selon Samuel, toutes les perturbations dans la marche physiologique (typique, normale) de l'organisme ». Et nous rencontrons ici un grand nombre de ces perturbations graves, de ces déviations de la normale.

Nous les rechercherons avec soin afin d'obtenir la *symptomatologie* de la maladie sociale qu'est le capitalisme. En remontant alors de ces symptômes à leurs causes immédiates et plus avant encore aux causes plus éloignées, etc., nous parviendrons à tirer au clair le processus de la maladie, la *pathologie*, et nous pourrons déterminer en dernier lieu la cause même de la maladie, l'*étiologie*. La *diagnose* une fois terminée, nous pourrons attaquer avec sûreté le dernier problème de la théorie : établir une *prognose* de l'issue du mal.

Avec cela le programme proprement dit de l'économique théorique est épuisé. Nous serons néanmoins obligés, afin de soutenir la théorie exposée dans cet ouvrage, d'examiner et de réfuter dans une quatrième partie les plus importantes des *théories antérieures*.

Ce qui reste encore à accomplir alors, le traitement du corps social de l'économie d'échange, la *diététique* et la *thérapeutique*, est du domaine de l'économique *pratique*, qui est à la théorie ce que la médecine est à la biologie ou la technique à la physique et à la chimie.

LIVRE DEUXIÈME

SOCIOLOGIE ÉCONOMIQUE :

La société économique.

CHAPITRE V

L'ÉVOLUTION DE LA SOCIÉTÉ ÉCONOMIQUE

Comme nous l'avons vu, l'instinct économique s'empare des biens non-gratuits en employant deux moyens diamétralement opposés.

Le moyen politique a engendré l'Etat et a créé comme institution économique permanente le droit de propriété sur l'homme même et sur ce qui est la condition même de son existence, la terre.

Le moyen économique, d'autre part, a engendré la société économique proprement dite, laquelle se développe dès lors avec une différenciation et une intégration toujours plus parfaites dans le cadre formé par l'Etat, sans cesse influencée par les inégalités de classe et les positions de force établies par lui.

La société économique est le produit le plus parfait possible de l'instinct économique.

Rappelons ici les divers échelons qu'il gravit.

Agir économiquement veut dire : employer une chose d'après le principe du moindre effort, du moindre moyen, selon notre terminologie. La forme la plus simple de cette

action est l'emploi économique de l'énergie animale dans l'*acquisition* de la nourriture.

L'animal fait un *acte économique isolé* dès qu'il *administre* le reste non-consommé de la proie procurée, afin de l'employer pour assouvir la faim future qu'il prévoit. Nous trouvons ici, pour la première fois, le trait caractéristique de l'économie : la prévoyance de l'avenir. Le cercle se trouve clos : un bien est d'abord acquis, puis administré comme « moyen » entre deux besoins consécutifs.

Il y a *économie* proprement dite lorsque plusieurs de ces anneaux forment une chaîne, lorsque les actes d'acquisition et d'administration se suivent de telle sorte que la satisfaction des besoins futurs en résulte régulièrement, du moins dans l'intention, — la réalisation effective n'est pas indispensable. Ici encore, l'exemple typique est la nourriture : il y a « économie » partout où l'énergie produite par la consommation présente d'une proie acquise et administrée antérieurement est régulièrement employée à acquérir une nouvelle proie, afin de l'administrer à son tour.

Et enfin il y a *société économique* dans tous les cas où plusieurs individus se réunissent dans le but de se procurer et d'administrer en commun des biens, où ils *coopèrent* selon l'expression technique, c'est-à-dire agissent économiquement par la division et l'association du travail.

A. Sociétés économiques élémentaires.

On rencontre déjà une coopération de ce genre dans les espèces inférieures du règne végétal et du règne animal. On l'appelle *symbiose*, vie en commun, lorsque deux espèces différentes se soutiennent réciproquement. Un des exemples les plus connus est la symbiose de notre petit polype d'eau douce et de certaines algues vertes. Le petit animal, limpide comme l'eau, est entièrement rempli d'algues auxquelles il doit son surnom zoologique de Hydra.

viridis. Les algues, riches en chlorophylle, assimilent pour elles-mêmes et pour leur hôte la nourriture tirée du liquide qu'il leur fournit.

Il importe de ne pas confondre avec cette symbiose le *parasitisme*, où l'un s'adjuge la part du lion, dans lequel un être s'empare gratuitement de la nourriture acquise par l'hôte et parfois même de sa substance. Les représentants les plus connus de cette vie parasite sont les vers intestinaux de l'homme et les plantes grimpantes vivant aux dépens des arbres auxquels elles s'attachent. Nous rencontrerons dans la société économique humaine nombre de cas importants de parasitisme. Toutes les formes de la propriété fondées par le moyen politique sont du pur parasitisme : le propriétaire prélève ses moyens d'existence sur les biens acquis par son « hôte » sans lui rien donner en échange.

L'on peut déjà désigner par le terme de société économique la coopération qui a lieu entre les animaux de la même espèce. On la rencontre par exemple chez les animaux vivant par couples, lorsque le père, la mère élèvent ensemble leurs petits, chez la plupart des oiseaux et un grand nombre de mammifères. L'instinct de conservation de l'espèce est le mobile qui pousse ces animaux à acquérir certains biens tels que le nid, la nourriture nécessaire aux petits, etc.

Les sociétés économiques animales atteignent leur plus haute perfection chez les abeilles et les fourmis.

Nous pouvons suivre, dans l'existence des abeilles, les progrès de la différenciation et de l'intégration de ces sociétés économiques presque parfaites. De récentes études ont révélé l'évolution tout entière chaînon par chaînon. Son cours répond à la formule générale qu'a donnée Spencer de l'Univers, la formule par excellence de la vie : « l'évolution menant de la simple juxtaposition de parties identiques non coordonnées à une coopération intime de parties

différentes coordonnées ». Au bas de l'échelle est l'abeille isolée déposant ses œufs au hasard ; au sommet, la ruche organisée, cette société intégrée au plus haut degré en une existence collective, ayant une volonté collective, cette association d'individus fortement différenciés et travaillant selon un plan déterminé, lequel semble avoir été prémédité par la plus haute sagesse dans le but de couvrir pour un avenir lointain le *besoin collectif*.

Nous rencontrons pour la première fois ici cette notion du *besoin collectif* (Kollektivbedürfnis) qui nous occupera encore maintes fois.

Le besoin collectif est l'ensemble de tous les besoins de tous les individus réunis en une société économique, ensemble qu'il appartient à l'économie sociale de satisfaire, et cela pendant tout l'espace de temps que la conscience tant instinctive qu'intelligente est capable d'embrasser.

En tant que ce besoin collectif doit être satisfait par des moyens non-gratuits qui sont acquis et administrés, il est besoin collectif *économique* : les moyens non-gratuits que l'on doit se procurer et administrer constituent la *demande collective* (Kollektivbedarf) de la société économique.

Afin d'acquiescer et d'administrer cette demande collective les individus de la société coopèrent, c'est-à-dire se livrent, sous la direction d'une volonté collective, à une tâche collective selon les principes de la division du travail et de l'association.

Quelle est la raison ou la cause de la coopération ? Tout simplement ce même principe qui a développé aussi l'économie individuelle de l'acte économique isolé à l'économie proprement dite. La coopération est par rapport à l'économie individuelle le « *moindre moyen* » et cela aussi bien dans l'*acquisition* que dans l'*administration*.

En ce qui concerne l'acquisition, la coopération, même dans sa forme la plus primitive, le travail en commun appliqué à un objet, vient à bout de labeurs que l'individu

isolé est absolument incapable d'accomplir. Nous pouvons citer comme exemple de coopération primitive la capture par un troupeau de carnassiers d'un animal plus rapide et plus fort que ne l'est chaque membre isolé de la bande des agresseurs. Lorsque plusieurs lions traquent en commun un gibier agile, lorsqu'une bande de loups surprend et terrasse un buffle, ils doivent leur réussite uniquement à la coopération.

Il en est de même de la seconde partie de l'acte d'acquisition, le transport des biens obtenus jusqu'à l'endroit où ils devront être employés. Sur chaque grande route nous pouvons observer des fourmis traînant vers leur fourmière un brin d'herbe, un scarabée, une chenille infortunée disparaissant sous le nombre de ses bourreaux et se tordant sous leurs morsures.

La coopération offre des avantages semblables pour l'*administration* des biens. Si l'on range parmi ces derniers le propre corps de l'individu, nous pouvons citer comme exemple de coopération l'action défensive des sociétés animales mettant en fuite des ennemis redoutables pour chaque membre pris individuellement. Kropotkine cite dans son livre si beau et si généreux : « *L'entraide* » de nombreux cas de ce genre : les troupeaux de ruminants se défendant contre les carnassiers, les abeilles contre l'ours, les petits oiseaux contre l'aigle sont autant de faits rentrant dans cette catégorie. Aucun oiseau de proie, aussi fort qu'il soit, ne se risque à fondre sur une de ces bandes innombrables de passereaux, il sait qu'il serait houspillé de belle manière. La coopération a la même importance dans l'*administration* proprement dite : les abeilles ne peuvent hiverner que parce qu'elles engendrent par leur nombre même une certaine température ; et la garde de la nourriture est infiniment plus aisée pour l'essaim que pour l'abeille vivant à l'état isolé.

Il s'agit ici tout d'abord d'une simple addition d'énergies

de même nature en une force collective, laquelle, dirigée par une volonté collective, peut accomplir un travail collectif au-dessus des forces de l'individu. Chez l'homme nous trouvons la même coopération offensive dans la chasse et la guerre ; et la même réunion de forces incapables individuellement d'accomplir une certaine tâche en une force collective suffisante, dans le transport de fardeaux pesants par exemple.

La coopération gravite un échelon par la différenciation proprement dite, c'est-à-dire par la division du travail collectif nécessaire à l'acquisition du besoin collectif entre individus différenciés, c'est-à-dire développés de façon diverse. C'est à partir de ce degré seulement que l'on peut parler de division du travail et d'association du travail au sens strict du mot.

Dans les sociétés animales supérieures, cette différenciation se manifeste *physiquement* dans l'organisme des individus. L'exemple le plus connu est la différenciation des abeilles en reines, ouvrières et faux-bourçons et celle des fourmis en soldats et ouvrières. Différenciées physiquement en vue de certains travaux, c'est-à-dire pourvues d'organes différents façonnés conformément à un but donné, elles parviennent par l'intégration à accomplir l'œuvre collective nécessaire à la conservation personnelle et à la conservation de l'espèce.

B. La société économique humaine.

Dans la société humaine, cette différenciation biologique n'a pas dépassé sa forme primitive, la division en sexes. Cette différenciation qui, à l'origine, avait un but purement sexuel a donné naissance plus tard, dans l'économie de la communauté familiale, à de grandes différenciations dans le travail. Aux périodes primitives, l'homme, plus robuste, a généralement eu en partage les travaux de la chasse et de la guerre,

la défense contre les ennemis, pendant que la femme, plus faible, avait exclusivement comme tâche les soins du ménage et des enfants, la cueillette des plantes utiles et, par la suite, à un degré supérieur de la civilisation, les travaux des champs et du jardinage. Il se présente en outre quelques cas très rares dans lesquels la différenciation biologique des races donne lieu à une division et à une association économiques du travail : dans les tropiques, les indigènes accomplissent les plus durs travaux d'acquisition, pendant que les Européens se réservent le travail intellectuel, l'administration ; dans les Indes anglaises, les simples soldats eux-mêmes ont leurs coolies. Le moyen politique joue naturellement un certain rôle dans ce dernier cas : mais lorsque, dans les grandes ascensions, le guide habitué aux montagnes porte le fardeau le plus lourd et exécute le travail le plus ardu, il n'y a là qu'une forme purement économique de la division du travail.

En dehors de ces cas exceptionnels, la division et l'association du travail s'accomplissent dans la société humaine par une différenciation non pas biologique mais technique, par le perfectionnement non de l'organe mais de la « projection de l'organe » (Fr. Kapp). L'homme, nous le répétons, est par excellence le « tool-making animal ».

Rappelons-nous ce qui fait la supériorité de l'économie humaine *individuelle* sur l'économie animale. L'animal acquiert des biens uniquement dans le but de les administrer et de les utiliser ; l'homme acquiert ces biens comme moyens d'acquisition d'autres biens : lui seul se procure l'outil dans la large acception du mot. Aussi les sociétés économiques humaines les plus primitives sont-elles de beaucoup supérieures aux plus hautes sociétés animales des abeilles, des termites, des fourmis, etc., justement parce que le besoin collectif humain exige constamment l'acquisition de moyens d'acquisition, d'outils.

I. — L'évolution de la société économique humaine supérieure.

La société économique humaine se développe, elle aussi, selon le principe universel de Spencer, progressant d'un état primitif de simple juxtaposition d'éléments semblables non coordonnés vers l'état final de coopération intime d'éléments différents coordonnés. Comme chez les abeilles nous pouvons observer chez l'homme les différents échelons dans la suite de cette évolution. L'ethnologie et l'histoire universelle nous en montrent tous les degrés.

La société économique humaine produit, elle aussi, par la différenciation et l'intégration, une division et une association du travail toujours plus perfectionnées, représentant toujours le « moindre moyen » afin d'acquiescer et d'administrer le besoin collectif. Chaque nouveau progrès dans la coopération représente la possession d'un plus grand nombre de biens de valeur supérieure, représente selon l'antique formule une « richesse croissante » de la société. Au cours de cette évolution se forme, née de la société économique élémentaire, la *société économique supérieure*, se groupant autour de son marché, s'étendant sur un espace toujours plus considérable et capable de satisfaire son besoin collectif de façon toujours plus parfaite.

Considérons d'abord en un coup d'œil rapide le cours extérieur de ce merveilleux processus d'évolution pour étudier ensuite les forces qui le dirigent, le déterminent et le limitent.

Les peuplades occupant le plus bas degré dans l'échelle de la civilisation, les chasseurs primitifs, ont déjà dépassé de beaucoup la première phase de l'humanité dont nous sommes obligés de supposer l'existence, l'« homo primigenius erectus » ; ils ont parcouru déjà un chemin incommensurable sur la route de la civilisation ; ils possèdent le feu, un langage passablement développé, des armes, et les

formes élémentaires de la pensée religieuse ne font défaut chez aucune d'elles. Et pourtant toutes offrent encore l'image presque exacte des débuts d'une évolution : l'état de simple juxtaposition de parties semblables non coordonnées.

Toutes se ressemblent : ce sont de petites hordes composées d'individus unis par le lien du sang ; toutes ont les mêmes conditions d'existence, celles de carnassiers humains vivant exclusivement des dons spontanés de la nature. Et toutes vivent isolées, étrangères l'une à l'autre, si l'on fait abstraction des faibles germes d'intégration qui existent déjà à ce degré relativement élevé de l'évolution : quelques rudiments de droit public, l'inviolabilité des ambassadeurs et des marchands pacifiques et, çà et là, quelques fêtes et marchés communs. Mais, dans le cours ordinaire de l'existence, chaque horde vit isolée sur son territoire de chasse, qu'elle défend jalousement. Et même lorsque, poussée par le souci de la subsistance et devenue trop nombreuse pour son territoire, elle se divise comme se divisent les animaux aquatiques inférieurs, lorsque leur corps est devenu trop volumineux pour les organes primitifs de nutrition — même alors les deux jeunes hordes, comme les deux jeunes amibes, perdent rapidement tout contact mutuel dans l'immensité de leurs déserts et de leurs steppes. A un degré plus élevé, le totem, signe d'une communauté d'origine, réveille seul parfois la conscience de leur parenté si vite oubliée.

A l'intérieur même de la horde, la même absence de différenciation et d'intégration est évidente. La division et l'association du travail sont à peine plus perfectionnées que chez les animaux supérieurs vivant en société : bœufs, chevaux sauvages et babouins. Ici aussi nous avons la division et l'association du travail entre les sexes, condition imposée par la nature même, ici aussi les mâles plus âgés et plus forts ont une certaine autorité. Mais ici comme dans la horde, chaque famille au sens étroit du mot : le mâle, la

femelle et les petits est autonome, elle pourvoit seule à sa subsistance — chacun a le même travail, exécute le même labeur, la femme est mère et bête de somme, tandis que la chasse et la défense par les armes incombent à l'homme. Et de même qu'il n'existe aucune différenciation économique, il n'existe aucune différenciation sociale. Tous les hommes adultes jouissent des mêmes droits ; nul ne peut commander s'il ne peut contraindre à l'obéissance, nul n'est tenu d'obéir s'il peut résister. Les chasseurs sont selon l'expression très juste de Ernst Grosse des « anarchistes pratiques ».

Sortant de cet état primitif, les hordes se transforment en groupements sociaux toujours plus importants, toujours mieux organisés, plus parfaitement différenciés et en même temps coordonnés et intégrés par la division du travail. Cette évolution a lieu en partie de façon pacifique : par l'exogamie, la coutume de prendre des femmes dans les tribus voisines alliées, par les relations commerciales pacifiques sur les marchés et les foires, par le totem commun, les pratiques religieuses communes pendant les fêtes communes ; la ligue amphyctionique, Olympie et Elis ont dû leur origine à de telles coutumes. Mais l'intégration s'accomplit avant tout par la voie belliqueuse, par le rapt des femmes, qui prépare l'exogamie, et surtout, par la soumission violente d'un groupe à un autre groupe, l'origine de l'État.

Alors les langues, toutes semblables, simples et non différenciées se fondent en une langue nationale d'une structure plus parfaite et d'une richesse d'expression de beaucoup supérieure. Les religions primitives des hordes, composées partout des mêmes éléments : culte des ancêtres et des esprits, crainte des démons et fétichisme, fusionnent et se transforment en un paradis divin parfaitement organisé, dans lequel le dieu des vainqueurs devient le père des dieux, auquel se subordonnent les dieux des vaincus et des annexés, soit comme enfants ou frères, soit comme démons hostiles et

difficilement domptés : Odin, Thor, les Ases et les Vanes en haut, en bas Loki avec les Thurses, Zeus avec Apollon luttant contre les Titans et les Géants, Ormuzd contre Ahriman, Dieu le père contre le démon. Les classes sociales se différencient elles aussi avec des privilèges et des droits politiques différents.

Mais, c'est surtout la société économique qui subit une différenciation et une intégration croissantes : de la production primitive naissent les industries en même temps que les villes, reliées par le commerce d'origine beaucoup plus ancienne, il est vrai, mais qui se porte maintenant vers d'autres buts ; à cette période primaire de la division et de l'association du travail succède la période secondaire qui sépare les anciennes industries primitives en de nouvelles branches toujours plus nombreuses. Et enfin, sur cette organisation déjà si riche, vient se greffer la période tertiaire de la division et de l'association du travail, la coopération de nombreux ouvriers manuels dans un atelier, la fabrique, dans laquelle chaque individu, à l'aide d'instruments spécialisés (machines), n'exerce plus qu'une fonction partielle de chaque industrie, le dernier degré dans la division du travail.

a) La différenciation.

1. *Les conditions de la différenciation.*

La demande collective.

Ce gigantesque processus de développement est attaché à une condition : la croissance de la demande collective et la possibilité de la couvrir. Il importe de bien se pénétrer de ce rapport de cause à effet : il renferme l'une des lois les plus importantes de la société économique.

La division et l'association du travail ne dépendent pas des conquêtes techniques comme on l'avance souvent, ou du moins elles n'en dépendent que d'une façon secondaire. Au

contraire, les conquêtes techniques ne sont utilisables que si le besoin collectif a atteint un certain minimum. Prenons un petit village au centre d'une société économique ayant atteint depuis longtemps le plus haut degré de coopération complexe. Ce village ne peut guère avoir qu'un artisan qui fait tous les travaux concernant le bois : un charron, qui est en même temps menuisier, et un artisan qui fait tous les métiers se rapportant aux métaux : un forgeron, qui est en même temps serrurier, monteur, ferblantier, etc. Le besoin collectif est trop minime pour suffire à nourrir dix personnes différentes. Un bateau à vapeur est incontestablement au point de vue technique un appareil fort supérieur à l'embarcation à rames : et pourtant, même en pleine civilisation, le simple bac sera seul possible sur certains passages peu fréquentés ; le besoin collectif étant trop faible, le bateau à vapeur serait dans ce cas un moyen trop considérable pour le but à atteindre, un moyen *non-économique*.

Il en est de même de tous les moyens de transport, des grandes routes, des chaussées et par-dessus tout des voies ferrées. Elles ne sont possibles économiquement que lorsqu'elles représentent le moindre moyen pour atteindre le but voulu, c'est-à-dire, lorsqu'existe un besoin collectif de travaux de transport assez grand pour justifier de telles dépenses d'acquisition et d'administration. Car « on ne tue pas des moineaux avec des balles », autrement dit on ne fait pas, ou l'on ne doit pas faire de dépenses supérieures au résultat visé. Jamais les Etats-Unis n'eussent pu construire à coups de milliards leurs gigantesques réseaux transcontinentaux si l'énorme besoin collectif européen, concernant les céréales américaines, n'avaient fait de ces réseaux le moindre moyen pour atteindre le plus grand but. Le fait que ces voies ferrées ont de leur côté fortement favorisé les progrès de la coopération dans le pays même, n'est qu'un résultat accessoire fort satisfaisant sans doute, mais pourtant secondaire.

Il en est de même de l'instrument de travail proprement dit, de la machine mue par les forces des éléments. Le simple outil du manœuvre même ne peut se différencier qu'à mesure que la demande collective croissante lui permet et lui impose la phase secondaire de la division du travail. Le charron du village emploie un outil lui permettant d'exécuter également tous les travaux du bois et ainsi plus grossier, moins bien adapté aux tâches spéciales que, par exemple, celui du maître ébéniste. Et le machinisme ne peut se développer que lorsque la division du travail tertiaire a été rendue possible et nécessaire par la demande collective croissante. Alors seulement les travaux partiels isolés sont assez simplifiés par la division extrême du travail pour que la machine inerte puisse les exécuter, ce qu'elle fait alors de façon plus impeccable que l'homme soumis aux caprices de ses nerfs.

C'est pour cette raison que les sociétés économiques ayant un besoin collectif relativement faible n'ont pu utiliser les machines qu'avaient découvertes la technique et les ont laissé tomber dans l'oubli. Un siècle avant Watt la machine à vapeur appelée alors « machine à feu » travaillait dans les mines d'Angleterre à élever l'eau et à monter des fardeaux. Pourquoi cette gigantesque force élémentaire que l'on prétend la créatrice de notre culture moderne n'a-t-elle pas été perfectionnée alors ? Manquait-on à cette époque de « génies » techniques ? Cette supposition nous fait sourire si nous nous rappelons le nom d'Otto Guericke. Non, les temps n'étaient pas encore mûrs, le besoin collectif était trop minime : la machine n'aurait pas été le moindre moyen et c'est pourquoi le génie de l'époque se porta vers d'autres buts.

Nous ne pouvons avoir de meilleur exemple que celui-ci pour prouver la justesse de la conception « sociale » de l'histoire, lorsqu'elle prétend que ce ne sont ni les « héros » de Carlyle, ni les « uniques » de Stirner, ni les « roues tournant d'elles-mêmes » de Nietzsche qui pro-

voquent les grands mouvements de l'histoire ; l'histoire de l'univers n'est que l'histoire des mouvements de masses accomplis en vue de la satisfaction des besoins de ces masses ; et les héros, les génies, ne sont que les instruments de ces forces collectives, de cette volonté collective.

Citons encore un second exemple bien à sa place ici. Charlemagne fut, de l'avis de tous, un des plus grands génies de l'histoire entière. Ce fut cependant en vain qu'il essaya d'introduire dans son empire la monnaie d'or : toutes ses tentatives échouèrent. Les beaux sous sonnants et trébuchants disparurent dans les trésors et se dispersèrent rapidement, en grande partie dans des pays ayant un degré de civilisation supérieur à celui de l'empire carolingien. Ce mécanisme de circulation des marchandises était un trop grand moyen pour un pays qui avait encore une économie consistant presque entièrement en produits du sol : le besoin collectif de moyens d'échange était trop faible et la monnaie disparut ainsi de la circulation.

α) L'importance de la demande collective.

De quoi dépend donc l'importance de la demande collective ?

La demande collective est la somme de toutes les demandes individuelles en tant qu'elles doivent être couvertes par le travail collectif. Elle dépend par conséquent de l'importance de la demande individuelle d'une part et d'autre part du nombre des personnes économiques coopérant dans une société économique.

La demande individuelle dépend à la fois de conditions dictées par la nature et de conditions dictées par l'état de la civilisation.

Nous n'avons pas à nous occuper ici des conditions dictées par la civilisation. La demande individuelle est déterminée, en grande partie il est vrai, par le degré de civilisation atteint : plus ce degré est élevé, plus les besoins

de l'individu sont nombreux et, par-dessus tout, plus son « strict nécessaire » social, la partie de sa demande qui doit être couverte à tout prix sera importante. Mais nous voulons justement expliquer ici l'évolution constante de la société économique sous l'influence d'une demande collective toujours croissante : c'est pourquoi nous ne devons prendre en considération tout d'abord que les conditions naturelles données par le monde extérieur.

Le besoin individuel dépend tout d'abord du climat du pays habité. Il sera beaucoup plus faible sous les tropiques que dans les zones polaires. En effet, à cause de la dépense de chaleur animale occasionnée par le froid, le besoin de nourriture augmente, et cela non seulement quant à la quantité, mais aussi quant à la qualité. L'Esquimau a besoin de grandes quantités de nourriture très substantielle, c'est-à-dire contenant beaucoup d'énergie, surtout de graisse, qu'il ne peut se procurer que par la chasse et la pêche qu'il exerce sans relâche ; l'habitant des tropiques peut maintenir sa balance d'énergie avec une faible quantité de nourriture principalement végétarienne et ses besoins, en ce qui concerne le vêtement et le logement, sont tout aussi restreints.

Une société économique dans la région polaire a donc, à population égale, un besoin collectif beaucoup plus élevé qu'une société dans la région équatoriale.

Le second facteur, le chiffre de la population, dépend beaucoup aussi des conditions naturelles du pays : il est directement subordonné à la fécondité de la nature matérielle. Toutes choses égales d'ailleurs, la société pourra devenir d'autant plus nombreuse que la nature oppose moins de résistance à l'acquisition des moyens de satisfaction du besoin. Une horde d'esquimaux installée sur un territoire de pêche et de chasse particulièrement riche, a la possibilité de devenir plus nombreuse qu'une horde voisine placée dans les conditions ordinaires. La population d'une île des tropiques contenant de riches forêts de cocotiers et d'arbres à

pain peut devenir beaucoup plus dense que la population d'une île voisine, dénuée de ces richesses naturelles.

Dans tous les cas, c'est la fécondité de la nature et plus exactement, la fécondité de cette nature dans les conditions *les plus défavorables*, qui détermine le nombre des individus pouvant exister dans une société, tant que ces individus vivent de l'occupation des biens naturels du sol, c'est-à-dire tant qu'ils se contentent d'acquérir et d'administrer les dons spontanés de la nature. C'est là le maximum de son effectif normal, tant que l'on n'a pas appris à conserver quelque temps l'excédent de nourriture provenant de conditions exceptionnelles. L'effectif des troupeaux d'une peuplade nomade par exemple se règle sur la puissance nutritive du pâturage d'hiver, bien que le pâturage d'été permette l'élevage d'une quantité d'animaux beaucoup plus considérable ; et l'effectif humain de la tribu doit se régler sur l'effectif des troupeaux.

Nous avons ici une explication économique du fait que ni sous les tropiques, ni dans les régions polaires, la civilisation n'a pu se développer par ses propres moyens. Dans les contrées tropicales, les colonies relativement denses sont possibles il est vrai, la nature prodiguant ses dons ; mais justement à cause de cela, le besoin individuel est très restreint, l'homme sent à peine l'aiguillon de la nécessité et sa volonté de travail, la fécondité de sa propre nature, sont en conséquence trop minimes. Dans les régions polaires au contraire, la parcimonie de la nature pousse l'homme à une activité incessante, mais elle ne permet l'existence que de groupes peu étendus. Dans les deux cas, la demande collective est trop faible pour développer suffisamment l'organe moteur de toute civilisation, la division et l'association du travail.

C'est seulement dans les zones tempérées que, d'une part, la demande individuelle est assez élevée pour stimuler comme il convient la volonté de travail de chacun, et que

d'autre part, la nature assez féconde pour assurer la subsistance à une population plus nombreuse, permettant une coopération mieux organisée. Aussi nous trouvons là les berceaux de toutes les civilisations. Et c'est un trait caractéristique, que partout les pionniers de la civilisation ont été ces races dont l'énergie s'est trempée tout d'abord par le contact avec une nature marâtre et qui ont pénétré ensuite, par la conquête, dans des contrées jouissant de plus grandes richesses naturelles. Les peuples conquérants qui ont formé l'aristocratie de tous les États, furent, à l'origine, des habitants de steppes et de montagnes arides, — et s'il faut en croire l'opinion de quelques érudits, les plus nobles de tous, les Indo-Germains, ont été préparés à leur rôle princier par la rude épreuve et la sélection sévère d'une époque glaciaire.

β) La satisfaction de la demande collective.

La capacité du pays et la densité de la population.

Dans les conditions primitives d'une économie élémentaire d'occupation, l'importance de la demande individuelle dépend donc exclusivement des conditions extérieures. C'est uniquement de la richesse naturelle du pays en aliments et parfois aussi en matières propres à l'habillement, que dépend le nombre des demandes individuelles pouvant être procurées sur une superficie donnée, ou, pour employer les termes de l'économie, la « *densité de population* », possible ou encore la « *capacité du pays* ».

Toutes deux, demande individuelle et capacité du pays croissent avec le développement de la civilisation, mais non dans les mêmes proportions. La capacité du pays, c'est-à-dire sa richesse en nourriture etc., croît beaucoup plus rapidement que la demande individuelle.

Dès que l'homme cesse d'exercer exclusivement une

économie d'occupation et à mesure qu'il commence à employer ses forces de façon « productive », c'est-à-dire à utiliser les biens acquis à l'acquisition d'autres biens, son besoin individuel augmente, réclamant sinon une plus grande quantité, du moins une meilleure qualité de nourriture et nombre d'autres biens. Mais la productivité de la nature fécondée par son travail augmente plus rapidement encore.

Le plus important de tous les biens est pour l'homme la *nourriture* ; il peut être capable de fabriquer tous les autres biens de nature plus élevée en aussi grandes quantités qu'il voudra : le maximum de densité de la population, le maximum de capacité du pays n'en demeurent pas moins exactement déterminés par la quantité d'aliments qu'il produit.

Jusqu'à ce que soit atteint un certain maximum, cette quantité augmente elle aussi sans contredit, grâce à la civilisation, plus rapidement que le besoin individuel et permet ainsi à une plus grande quantité d'individus d'avoir « leur place au soleil » : la densité de la population augmente. Chaque degré supérieur d'économie a un chiffre de capacité plus élevé que les degrés précédents. Friedrich Ratzel donne les chiffres moyens suivants : « Les peuples chasseurs s'occupant peu ou point de la culture du sol vivent souvent si disséminés que l'on ne compte qu'un habitant par mille carré et parfois moins encore. Chez les peuples qui s'occupent un peu d'agriculture, dans certaines tribus indiennes par exemple, ou chez les Dajaks, les Papous, on trouve de 10 à 40 habitants, chez les peuples où l'agriculture joue déjà un rôle considérable, dans l'Afrique centrale et dans l'archipel Malais, de 100 à 300 habitants par mille carré. Les peuplades de pêcheurs du littoral atteignent dans le Nord-Ouest américain une densité de 100 habitants par mille carré et il en est de même des nomades pasteurs. Lorsque la pêche et l'agriculture sont exercées de concert, dans les îles de l'Océanie, par exemple, la population atteint le

chiffre de 500 habitants par mille carré. Ce même chiffre est atteint également dans les pays où les steppes dominent, chez les peuples de l'Asie occidentale comprenant des tribus nomades et des tribus sédentaires. Nous franchissons le seuil d'une autre forme de civilisation, qui, dans l'Inde et dans l'Asie orientale, peut nourrir plus de 10.000 habitants par mille carré, et en Europe, avec les efforts combinés de l'industrie et du commerce, plus de 15.000 habitants par mille carré. »

Les résultats de la division et de l'association du travail sont exprimés ici avec une éloquence significative. Nous y voyons combien peu l'homme doit à la nature elle-même et combien il doit à son travail et à l'association. Par là il a plus que centuplé la capacité du sol.

2. *Les limites de la différenciation.*

La loi du rendement non proportionnel.

Cette augmentation a toutefois une limite naturelle. La coopération sociale se heurte à un obstacle au moins digne de considération. La production des aliments est en effet soumise à la « *loi du rendement non proportionnel* ». Cette loi absolue et indiscutée peut se résumer comme suit :

« *Le rendement en aliments du travail agricole augmente, toutes choses restant égales, dans une moindre mesure que les dépenses en énergie et en biens qui y sont consacrées* ». Plus le nombre de forces coopérant à un travail agricole est grand, plus la part du rendement en aliments revenant à chacune de ces forces sera minime.

C'est ce que l'on nomme généralement la loi du rendement non proportionnel et parfois aussi la « *loi de la production agricole* ». Nous aurons souvent encore l'occasion de la rencontrer ; elle constitue la prémisse la plus importante de toutes les déductions de l'économie bourgeoise.

Réduite à ses justes limites elle est incontestablement juste. Cent ouvriers travaillant sur un kilomètre carré de terre fertile n'obtiendront sûrement pas, toutes choses restant égales, cent fois plus d'aliments que n'aurait obtenu un ouvrier, — toutes choses restant égales, c'est-à-dire s'il travaille dans les mêmes conditions avec les mêmes connaissances et le même outillage.

S'il n'y avait pas cette restriction, la population ne pourrait nullement se condenser sur une surface limitée, la demande collective ne pourrait pas s'accroître et toute civilisation serait radicalement impossible.

Heureusement, à mesure que la population devient plus dense, la coopération sociale se charge d'équiper l'homme, pour l'acquisition de sa nourriture, avec des connaissances toujours plus étendues, des instruments toujours mieux appropriés. Lorsque le chasseur errant invente le boum-rang ou l'arc, le mille carré lui procure plus de butin qu'auparavant, quand il devait se servir de pierres ou d'un bâton : pour lui la capacité du pays a augmenté.

Chaque progrès dans les connaissances et dans l'outillage accroît ainsi la capacité d'un pays et la densité de sa population, et l'humanité peut passer de la horde peu nombreuse des collectionneurs et des chasseurs d'une part aux colonies déjà denses des cultivateurs primitifs se servant de la houe, et d'autre part aux tribus très nombreuses des nomades. La réunion de ces deux dernières sociétés économiques par l'assujétissement dans l'Etat crée une culture plus développée, employant déjà la charrue, et qui augmente encore la capacité du pays. Plus tard encore, la charrue de fer apparaît, l'assolement succède à la jachère — de nouveau la capacité et la densité sont accrues et ainsi de suite.

Deux forces antagonistes sont à l'œuvre ici : d'un côté la coopération sociale qui tend à augmenter le rendement en aliments en perfectionnant les connaissances et les instruments ; de l'autre côté, la loi du rendement non

proportionnel qui tend à réduire le rendement individuel en aliments. Jusqu'à un certain maximum de densité de la population, la première force l'emporte incontestablement ; mais à quel moment ce maximum est-il atteint ?

Plus loin, dans la critique de l'économique bourgeoise, je donnerai la preuve irréfutable que non seulement ce maximum n'est pas encore atteint aujourd'hui, mais encore que l'époque à laquelle il *pourra* être atteint est si éloignée qu'il nous est impossible de la prévoir. Jusqu'à notre époque, là où le moyen politique n'intervient pas trop brutalement, la loi du rendement non proportionnel dans l'agriculture a toujours été compensée et au delà par la *loi des rendements croissants de la coopération sociale*, et il en sera ainsi pour un avenir très lointain. C'est pourquoi le besoin collectif croissant a toujours été couvert jusqu'ici et continuera à l'être ; c'est pour cette raison aussi que la division et l'association du travail social ont pu se développer et continueront à le faire.

Il convient toutefois de retenir qu'il existe un certain frottement, un poids mort qui, s'il n'arrête pas le progrès, le ralentit pourtant : une sorte de frein au char de la civilisation.

Quoi qu'il en soit, il y a en vertu de cette loi une capacité et une densité maximum *pour chaque période donnée de la civilisation* sur un sol d'une fécondité naturelle donnée. Dès que ce maximum est atteint, la société humaine doit ou se diviser ou limiter artificiellement tout accroissement ultérieur. Le second moyen est généralement employé par les peuplades sauvages, soit par l'avortement, soit par la mise à mort des enfants superflus, en particulier des filles. De là provient l'usage en vigueur à la période patriarcale exigeant que le père « élevât » le nouveau-né : c'était le signe qu'il acceptait la charge de subvenir à ses besoins, de l'élever.

La division peut avoir lieu sans formalité lorsque les

membres d'une tribu, unis à l'origine par les liens du sang, se séparent pour fonder de nouveaux établissements. Nous en trouvons encore un exemple dans la Bible avec l'histoire de Loth et d'Abraham — « l'un va à droite, l'autre à gauche ». Ou encore elle s'accomplit solennellement par l'exode d'un « printemps sacré », le départ d'une troupe de jeunes hommes allant avec leurs femmes et leurs fiancées à la conquête pacifique ou belliqueuse de terres nouvelles.

Mais de quelque façon que s'accomplisse cette émigration, son effet est toujours de réduire la densité de la population et en même temps la demande collective. Tant que cette période de la civilisation n'est pas dépassée, l'évolution ultérieure de la coopération sociale est impossible.

Cette évolution ne peut être activée que par l'intégration de plusieurs sociétés économiques de ce genre touchant à leur maximum de capacité, intégration ayant comme résultat l'addition de plusieurs demandes collectives en une seule plus considérable.

b) L'intégration.

1. Les conditions de l'intégration.

Cette fusion est à son tour facilitée, sinon causée, par certaines conditions naturelles. Dans les périodes primitives, l'intégration coopérative de plusieurs sociétés économiques ne peut s'accomplir qu'en l'absence d'obstacles naturels s'opposant au trafic, et elle ne peut atteindre un haut développement que là où existent des voies de communication naturelles.

Les obstacles naturels sont les montagnes et les grands océans pauvres en îles; les communications naturelles sont les plaines unies et les voies navigables : les fleuves et les bras de mer des archipels. C'est pourquoi, même dans les zones tempérées, nous trouvons la barbarie réfugiée gé-

néralement sur le littoral des grands océans pauvres en îles et dans les montagnes. La côte orientale de l'Amérique du Nord par exemple n'était habitée, lors de la découverte de ce continent, que par de petites tribus de chasseurs; un autre exemple est la rudesse proverbiale de tous les peuples montagnards. Au contraire les côtes et les îles des archipels, les plaines et surtout les plaines arrosées par de grands fleuves ont vu s'accroître rapidement, dans la zone tempérée, la population et par suite la division du travail et la civilisation. Ce sont les archipels de la Méditerranée, de l'Insulinde et du Japon, les hauts plateaux du Mexique et du Pérou qui, bien que situés sous l'Equateur, possèdent néanmoins, grâce à leur haute altitude, les conditions de la zone tempérée; et par-dessus tout, les grandes civilisations autochtones dans les plaines du Nil, de l'Euphrate et du Tigre, de l'Indus, du Gange, du Brahmapoutre, du Hoang-Ho et du Yang-tse-kiang.

Dans des conditions naturelles aussi propices, l'intégration des sociétés économiques isolées s'accomplit tant par le moyen politique, la conquête et la formation de l'Etat que par le moyen économique, le commerce.

a) L'intégration politique.

Un peuple belliqueux de chasseurs ou de pasteurs a subjugué un peuple de laboureurs, il fonde son Etat et s'installe sur le territoire conquis comme classe souveraine, comme noblesse; la demande collective croît alors de façon considérable et cela pour deux raisons.

D'abord le chiffre de la population rassemblée sur la surface donnée se trouve augmenté par l'addition des vainqueurs et de leurs esclaves au chiffre primitif. Ensuite la demande collective augmente dans une proportion bien plus grande encore, parce que la classe dominante réclame et exige comme revenu seigneurial de grandes quantités de

biens de qualité supérieure. Les sujets peuvent fournir une partie de ce revenu de classe en réduisant la demande de leur propre classe, à la fois sous le rapport de la quantité et de la qualité : mais cette réduction a ses limites dans le minimum indispensable à la vie. Et de plus, le luxe déployé en haut agit en bas comme excitant : il éveille de nouveaux besoins qui, à leur tour, réclament satisfaction.

Pour satisfaire cette nouvelle demande, il n'existe qu'un moyen : une tension plus forte de la propre énergie de travail.

L'être primitif vivant en liberté n'exerce guère que dans la chasse et la pêche le travail tel que le comprennent les peuples civilisés : une tension continue dans la poursuite d'un but voulu. Dans toutes les autres occupations, son travail n'est guère qu'un jeu. Sous la pression de l'autorité, il apprend pour la première fois, péniblement et à contre-cœur, à « travailler » dans le vrai sens du mot. La contrainte est le fardeau qui, pesant toujours plus lourdement sur le ressort de sa volonté de travail, le tend en même temps toujours plus fortement. Le travail forcé *exerce* la volonté consciente — et ce n'est qu'à force de pratique que la maîtrise s'acquiert.

L'assujétissement dans l'Etat a attiré une détresse inouïe et des tourments infinis sur des milliards d'êtres humains et il est aujourd'hui encore au fond des souffrances de millions de « libres » citoyens d'Etats « libres ». Et pourtant le sociologue appréciant les *valeurs* devra reconnaître en lui le plus puissant facteur de la civilisation et de la délivrance finale de l'humanité entière, cette délivrance que nous attendons pleins d'espoir. Cet assujétissement par l'Etat a créé avant tout la première *condition* de toute civilisation : la fusion de peuples auparavant ennemis et, par suite, l'union plus étroite de plus nombreuses masses humaines, pendant qu'à l'époque antérieure à la formation de l'Etat, on martyrise, on tue et parfois même l'on mange l'ennemi vaincu, ce qui rend l'intégration sociale impossible. De

plus, l'Etat produisit la *cause* unique de toute civilisation, le travail assidu. L'humanité a dû passer par une école bien dure pour gagner sa délivrance ; aujourd'hui elle a fait des éléments ses esclaves : la navette vole sans le tisserand ; la charrue travaille sans bœufs ; la condition de laquelle Aristote faisait ironiquement dépendre l'abolition de l'esclavage est désormais remplie et il peut disparaître et il disparaîtra dans toutes ses formes, y compris celle de l'esclavage salarié. Et l'humanité libérée vivra un jour sur cette planète comme il convient à une race princière, servie par ses esclaves : les éléments.

L'intégration par la conquête embrasse des territoires toujours plus considérables, le jeune état féodal primitif assujettit les populations paysannes l'une après l'autre, jusqu'à ce qu'il se heurte à un second Etat ; tous deux fusionnent également par la conquête, et les pays et les sociétés économiques intégrés *politiquement* grandissent ainsi toujours davantage, jusqu'à ce que des Empires s'élèvent aussi vastes que ceux d'Alexandre, de Tamerlan ou de Gengis Khan.

Il peut se développer de cette matière, même sans le secours du commerce, un besoin collectif extrêmement élevé qui favorise et permet une coopération relativement développée.

Le cas se présente le plus fréquemment dans les petites cours princières et seigneuriales, qui forment les « grandes exploitations privées » de l'économie féodale et de l'économie esclavagiste-capitaliste. Une grande exploitation privée de ce genre rassemble par l'intégration une nombreuse masse humaine en une société économique possédant un fort besoin collectif : le seigneur avec sa famille, sa garde, ses fonctionnaires et ses domestiques en haut de l'échelle, et la totalité des serfs et des sujets tributaires en bas. La quantité de biens qui afflue dans les greniers du seigneur est parfois si considérable qu'il permet d'entretenir un nombreux entourage, et le seigneur l'utilise évi-

demment pour se procurer toutes les nécessités d'un train d'existence aussi raffiné que possible. C'est dans les grandes exploitations privées de ce genre que s'est développée principalement la forme secondaire de la division et l'association du travail, la spécialisation de l'industrie générale grossière et primitive en industries spécialisées plus raffinées ; ce fut également un terrain approprié où prirent racine les « traditions », c'est-à-dire les acquisitions techniques, scientifiques et artistiques provenant d'une civilisation plus ancienne. Les princes, afin d'augmenter leur confort et leur luxe, se sont, en effet, toujours efforcés ou d'attirer à leur cour les plus habiles artistes des pays plus civilisés, ou tout au moins, d'acquérir leurs œuvres pour servir de modèles aux artistes indigènes. La civilisation répand ainsi ses boutures de pays en pays, de cour en cour, poussant en bois touffus dès qu'elle trouve un terrain favorable.

Parmi les grandes exploitations privées de ce genre, ayant une division et une association de travail des plus perfectionnées, nous trouvons avant tout les cours princières de tous les âges ; le « Capitulare de villis » de Charlemagne, mentionne déjà nombre d'industries exercées en régie par les administrations des domaines. Nous en avons encore des exemples grandioses dans l'administration des « latifundia » et des palais dans l'antiquité, en particulier pendant la période de décadence de l'empire romain. La « familia domestica » embrasse ici, non seulement les industries les plus spécialisées (il y avait, par exemple, des spécialistes qui drapaient la toge), mais aussi des médecins, des philosophes, des rhéteurs, etc., etc., des pédagogues, des gladiateurs, des bravis, des danseurs, des mimes et toute l'armée des fonctionnaires et du personnel domestique : intendants, valets de chambre, cuisiniers, sommeliers, tonneliers, cochers, valets d'écurie, porteurs de litières, laquais, etc. Les grandes exploitations privées

contemporaines de nos propriétaires fonciers et de nos gros capitalistes n'en sont que de pâles copies.

Il est rare qu'une grande exploitation privée puisse s'étendre sur toute une contrée. Le premier degré préliminaire pour ainsi dire est représenté par la Rome de la fin de la République et de l'Empire qui nourrissait son peuple souverain avec le tribut en blé fourni par les provinces ; le degré suivant est représenté par l'Empire des Pharaons qui, à son apogée, était administré comme une partie des domaines de la couronne. Les fonctionnaires de l'administration civile et militaire recevaient la nourriture, les vêtements, les armes, les outils et les matériaux des « entrepôts royaux » dans lesquels affluaient les tributs et les impôts. Le royaume des Incas au Pérou représente le troisième et dernier degré, si toutefois il est exact que l'Etat y eût la libre disposition de tous les produits de l'industrie et de l'agriculture et même des biens personnels des sujets. L'« Etat futur » collectiviste des Marxistes, s'il était réalisable, serait également une vaste exploitation privée du même genre.

β) L'intégration économique.

Le commerce.

L'évolution tend toutefois, dans toutes les sociétés économiques en voie de croissance, à la dissolution des grandes exploitations privées. La force qui provoque cette transformation est le moyen économique, l'échange, le commerce. Il crée une forme de l'intégration différente et beaucoup plus efficace, plus étendue et plus profonde à la fois, la société économique supérieure, la société de l'*économie de marché*.

Le commerce, nous l'avons déjà dit, remonte à la plus haute antiquité. Dans toutes les parties du monde, les

peuples primitifs le connaissent déjà et il existe des documents certains d'un commerce préhistorique.

Le commerce vient vers les sociétés économiques isolées de l'époque primitive — et elles viennent à lui. Le premier cas est le colportage, le second le commerce sur les foires et marchés, qui remontent à la plus haute antiquité. Ils se rattachent souvent à des fêtes communes, réunissant pour le culte des tribus apparentées et auxquelles prennent part ensuite des trafiquants étrangers.

Le commerce exécute d'abord l'échange de produits naturels qui ne se trouvent qu'en certains endroits. Tels sont, par exemple, le jade, la néphrite, la terre de pipe, certaines terres colorées servant à la parure, le sel. Chaque société économique échange volontiers les biens qu'elle recueille en abondance contre les biens, plus rares pour elle, appartenant à une autre société. C'est ainsi que les peuples chasseurs de l'Afrique échangent leur butin de chasse contre les produits agricoles de leurs voisins laboureurs. La différenciation primitive imposée par la nature mène à l'intégration.

Il en est de même de la différenciation opérée par la civilisation. Les représentants de civilisations plus élevées, visitèrent de tout temps les territoires des civilisations inférieures, afin d'échanger les créations de leur industrie contre des produits naturels très recherchés et contre les créations d'une industrie grossière. C'est ainsi que dès les temps les plus reculés, les verreries phéniciennes, les métaux étrusques, les sculptures égyptiennes, les armes de bronze celtiques parvinrent sur le littoral de la mer du Nord et de la Baltique, où ils étaient échangés contre le zinc et l'ambre.

La demande collective de la société économique intégrée par le commerce s'accrut, et eut pour conséquence une coopération plus étendue. On commença, çà et là, à travailler pour l'exportation : les industries se spécialisèrent,

le commerce attira une partie toujours plus grande de la population, et non seulement il encouragea par une demande croissante les industries dont il échangeait les produits, mais il fut aussi la cause d'un progrès considérable dans toutes les industries relatives au transport, au charonnage, à la construction navale, à l'élevage de bêtes de trait et de selle, etc. Nous trouvons dès l'époque préhistorique des établissements organisés industriellement pour la préparation de produits d'exportation, particulièrement du sel et des armes, faites d'abord de pierre, puis de bronze et enfin de fer. Et l'ethnologie nous fournit un exemple semblable : dans l'archipel polynésien, des villages entiers fabriquent pour l'exportation des poteries, des tissus, etc. : c'est déjà une division et une association internationales de travail.

C'est dans l'Etat que l'économie de marché atteint son plein épanouissement ; non seulement parce que la classe dominante échange volontiers son butin, esclaves et biens, contre d'autres objets et constitue en conséquence un marché ayant une forte puissance d'achat, mais surtout parce que l'Etat lui-même est tenu de maintenir l'ordre à l'extérieur comme à l'intérieur, et c'est là la condition la plus importante pour le développement du commerce, qu'un risque trop grand effarouche. En outre, lorsqu'il n'existe pas de voies naturelles de communication, fleuves ou bras de mer, l'Etat doit se charger de la construction de routes, d'abord dans un intérêt de stratégie militaire, en cas d'attaques du dehors ou de révoltes à l'intérieur, et surtout comme « moindre moyen en vue du plus grand résultat » pour la classe dominante ; les tributs ne peuvent être amenés en effet sans trop de pertes dans le camp des maîtres que grâce à un réseau suffisant de voies de communication. Et ces voies sont la deuxième condition d'existence du commerce, condition à peine moins importante que la première.

2. Les limites de l'intégration.

Résistances de transport.

Nous touchons ici à la deuxième loi économique fondamentale de la coopération, la loi des résistances de transport ; elle est conçue en ces termes : *l'étendue du commerce dépend des résistances de transport.*

La difficulté du transport d'une marchandise détermine le prix du transport. Et du prix absolu et relatif du transport dépend la « capacité commerciale » de la marchandise.

Le marchand veut réaliser un gain et pour cela il doit vendre sa marchandise à un prix plus élevé que le prix de revient. Son prix de revient se compose du coût de la marchandise, c'est-à-dire des frais occasionnés par la fabrication ou l'achat de la marchandise et du coût du transport du lieu de provenance ou de fabrication jusqu'au lieu de la vente. Plus la différence entre le prix d'achat et le prix de vente est absorbée par les frais de transport, moins le marchand gagne.

Dès que l'on arrive à un certain minimum de gain, le gain 0, aucun commerce n'est plus possible.

α) La difficulté absolue du transport.

Les frais de transport croissent tout d'abord avec la difficulté absolue du transport. J'entends par là la résistance que les marchandises à transporter, d'une part, et les moyens de transport, d'autre part, opposent au déplacement.

On peut appeler la résistance opposée par les marchandises à transporter : la *résistance active au transport*. Elle dépend du degré de « transportabilité » de la marchandise. Les animaux vivants sont plus aisément transportables que

les objets inanimés, car ils se transportent eux-mêmes, et avec eux très souvent non seulement leur nourriture, mais encore d'autres marchandises. C'est pour cette raison que le commerce des chevaux, chameaux, ânes et bestiaux peut s'étendre à des distances plus considérables que ne peut le faire le commerce des moutons. Et le commerce de tous les animaux que l'on peut mener sur le lieu de la vente peut embrasser un territoire plus étendu que le commerce d'objets inertes. Parmi ces derniers les plus transportables sont ceux qui occupent le plus petit espace pour un poids donné et en général ceux qu'on peut manier plus aisément. Les marchandises encombrantes paient un tarif plus élevé que les marchandises que l'on peut mettre en ballots ; une marchandise qu'il faut arrimer coûte plus à transporter qu'une marchandise chargée tel quel, comme, par exemple, le blé expédié en vrac, le gravier, le pétrole, etc.

Je désigne par *résistance passive du transport* la résistance opposée par les moyens de transport. Elle dépend de la longueur de la distance à parcourir, de l'état matériel et de la sécurité des routes et de la qualité des moyens de transport employés ; plus la route est longue et dangereuse, plus, toutes choses restant égales, les frais de transport seront élevés ; de même, plus la route et les moyens de transport sont mauvais, plus le transport sera coûteux. Sur de mauvaises routes, les mêmes bêtes de trait, attelées à de mauvaises voitures, ne parcourent pas la dixième partie du chemin qu'elles peuvent parcourir sur de bonnes routes, avec de bonnes voitures. Le transport coûte alors, par conséquent, dix fois plus en temps et en forces et aussi en nourriture pour les hommes et les bêtes. L'on peut mesurer par là l'énorme importance qu'a eue l'amélioration des routes pour le commerce et, par suite, pour l'intégration des sociétés économiques, l'augmentation de la demande collective et la division du travail. Les bonnes routes prolongent prodigieusement le diamètre du cercle ouvert à

l'intégration commerciale, et la surface du cercle est centuplée lorsque le rayon est seulement décuplé. On peut mesurer par là ce qu'a accompli pour la coopération des peuples la diminution plus considérable encore des difficultés de transport réalisée par le mode moderne de transport : le chemin de fer.

β) La difficulté relative du transport.

Plus une marchandise est précieuse, c'est-à-dire plus le prix de vente obtenu par unité de poids est élevé, moins la difficulté relative du transport est considérable, et plus la marchandise est aisément « transportable ». En effet, le profit du commerçant doit toujours être proportionné à la valeur de sa marchandise. S'il gagne sur un quintal de fer la valeur de 10 kilos de ce métal, il devra gagner également sur un quintal d'or la valeur de 10 kilogrammes d'or ; car il vendra plus facilement mille quintaux de fer qu'un quintal d'or. Or, il est tout aussi coûteux, abstraction faite de l'emballage et de la surveillance, de transporter à une distance de 10 kilomètres un quintal de fer qu'un quintal d'or. Les frais de transport pour amener un quintal sur le marché absorbent par conséquent une partie beaucoup plus faible de la différence entre le prix de revient et le prix de vente. Plus une marchandise est précieuse par conséquent, et plus elle peut aisément franchir de longues distances, c'est-à-dire plus elle est transportable. Les marchandises d'aussi haute valeur que l'or et les pierres précieuses jouissent d'une « possibilité de transport infinie ». Leur résistance active est si minime qu'elles peuvent franchir toute distance imaginable dans toutes les conditions, en dépit de la plus grande résistance passive du transport.

γ) Les difficultés de transport d'ordre politique.

Il ressort de ce qui précède que la sollicitude de l'Etat

pour l'entretien des voies de communication et le maintien de la sécurité publique diminue de façon considérable la résistance passive que rencontre le transport et, en élargissant le cercle d'intégration de l'économie, élève la demande collective et développe la division et l'association du travail.

Mais, d'autre part, l'Etat tend toujours malheureusement à entraver ce processus en créant artificiellement des résistances passives. Aux époques primitives, ce sont les droits d'escorte par le paiement desquels les caravanes s'assurent, comme de nos jours encore dans le Sahara, contre les attaques des pillards (Touaregs) et à des degrés plus élevés de la civilisation les douanes de toutes sortes : douanes proprement dites, péages, etc. Tous ces droits élèvent le coût du transport, autrement dit sa résistance, réservent le cercle d'intégration de l'économie, diminuent la demande collective et paralysent ainsi la division et l'association du travail. La diminution des résistances que rencontre le transport élargit le cercle de l'économie par l'intégration de territoires économiques isolés ; chaque augmentation de cette résistance tend, au contraire, à désagréger un cercle déjà existant en plusieurs cercles économiques isolés.

c) La différenciation et l'intégration.

1. La combinaison des deux forces.

Nous avons jusqu'ici observé séparément les deux forces de la différenciation et de l'intégration, nous avons examiné leurs conditions et leurs limites. Mais nous ne devons pas oublier que toute évolution est le produit de la combinaison de ces deux forces qui se commandent mutuellement, comme dans une machine où le mouvement d'un rouage amène un mouvement correspondant de l'autre.

Il en est de même dans l'économie : ici aussi « un clou

chasse l'autre ». Chaque progrès de la différenciation, c'est-à-dire chaque perfectionnement de la division du travail par l'augmentation de la demande collective dans une société économique donnée, lui confère la force de surmonter des résistances de transport naturelles ou politiques et d'accomplir ainsi une intégration nouvelle avec une autre société économique. Par là, de nouveau, la demande collective et la différenciation s'accroissent : la capacité du pays augmente, la population devient plus dense et peut, avant d'avoir atteint la limite que lui trace la loi du rendement non-proportionnel, surmonter de nouvelles résistances de transport et exécuter de nouvelles intégrations plus étendues. Et ce progrès se poursuit jusqu'à ce que la société soit devenue assez puissante pour percer de tunnels toutes les chaînes de montagnes, sillonner de ses vaisseaux tous les océans, couvrir tous les continents d'un réseau serré de routes et de chemins de fer et jusqu'à ce qu'enfin, par l'intervention du dirigeable, elle franchisse par la voie des airs les derniers obstacles que la *nature* ait opposés à son évolution. A partir de ce moment les obstacles *politiques* seuls peuvent entraver la dernière, la suprême intégration des peuples dans la grande humanité.

L'évolution se débarrasse dans une mesure constamment croissante de ces derniers obstacles politiques. Une société économique en voie d'intégration, divisée en plusieurs Etats isolés politiquement, ressent de plus en plus comme une charge insupportable les résistances de transport d'ordre politique qui résultent de cette division. Ce sont comme des chaînes qui enserrant le corps grandissant de la société d'une étreinte d'autant plus douloureuse que ce corps devient plus volumineux. A la longue, le corps devra briser ses chaînes ou succomber.

C'est ce besoin pressant d'intégration ressenti par une société composée d'Etats particuliers comme le moindre moyen de satisfaire la demande collective, qui a été le mo-

bile le plus puissant de l'unité italienne et de l'unité allemande, laquelle prit d'abord la forme caractéristique d'une union douanière. Ce besoin économique revêtit d'ailleurs tant de manteaux idéologiques que les intéressés mêmes ne se rendirent pas toujours compte de sa nature.

Il est impossible de prévoir jusqu'à quel point, dans les temps à venir, cette intégration politique suivra l'intégration économique, dans sa marche en avant irrésistible. De grandes unions internationales douanières, auxquelles les Etats secondaires devront adhérer, afin de sauver leur existence même, seront sans doute le premier pas sur cette route. Ce n'est que de cette manière, en effet, que les Etats secondaires pourront soutenir la concurrence avec les deux gigantesques organisations économiques complètement intégrées politiquement, les Etats-Unis et la Russie, concurrence ayant pour but la condition suprême de toute indépendance politique, la richesse. Lorsque ces deux Etats auront atteint la densité de population que leur permet la capacité du pays, c'est-à-dire à peu près la densité actuelle de la population de l'Europe occidentale, ils représenteront chacun un marché national indépendant d'un milliard d'habitants exempt de barrières politiques à l'intérieur. Et ils seront alors infiniment supérieurs en richesse et en force militaire aux Etats plus faibles ayant un marché moins important, si d'ici là ces derniers ne parviennent pas à s'associer tant économiquement que politiquement, formant des marchés d'une importance égale à ceux des deux grands Etats. Nous laissons à des prophètes plus autorisés le soin de prévoir si cette transformation aura lieu sous forme d'unions douanières avec un parlement douanier, d'un Etat fédéral avec un conseil fédéral, ou d'une fédération d'Etats avec un parlement fédéral au-dessus des Parlements des Etats.

Dans tous les cas nous avons, aujourd'hui déjà, dans les aspirations à une Union douanière de la Greater-Britain, à

une Union allemande-hollandaise et à une Union économique de l'Europe centrale et occidentale, des indices assez clairs de la voie que suit l'évolution.

2. *Les phases de l'évolution.*

Nous avons examiné jusqu'ici le grandiose processus d'évolution de la société économique, considéré du point de vue des forces qui le provoquent. Nous étudierons maintenant les *phases* diverses de cette évolution.

Nous avons déjà vu les premières tentatives de coopération : la division naturelle du travail entre l'homme et la femme, le commerce naissant des époques primitives. On peut encore à la rigueur y ajouter la division du travail entre les classes dans l'« Etat », les seigneurs se chargeant de la protection de la paix intérieure, des frontières, des chemins et des marchés, pendant que le « travail » proprement dit, toute dépense pénible d'énergie, était assignée aux sujets.

La société économique conserve cette forme jusqu'à l'époque de son établissement sédentaire. La croissance a lieu principalement par la simple juxtaposition de nouvelles sociétés économiques isolées aussi peu différenciées intérieurement et reliées par de faibles liens aux anciennes.

Ce n'est que par le développement de l'agriculture que la capacité du pays, la densité de la population et le besoin collectif deviennent assez importants pour permettre des progrès décisifs de la coopération.

α) *Les périodes de la différenciation.*

Le paysan primitif n'est pas seulement paysan, il est aussi chasseur, pêcheur, guerrier, conseiller, juge et, ce qui nous concerne uniquement dans l'économique, artisan non différencié. Il taille et forge ses armes, ses instruments, ses

outils de labour, ses ustensiles domestiques et culinaires ; il tanne les peaux des bêtes capturées, façonne des vases et des cuves d'argile, bâtit sa maison et ses étables, charpente, portes, voitures, traîneaux, palissades et chenils. Ses femmes et ses filles abattent les bestiaux, brassent, moulent et cuisent le grain, font la cuisine, salent et fument les victuailles, filent, tissent et teignent les étoffes, font les vêtements, tordent les filins et les cordes d'arc, plongent la chandelle et font le savon. Toutes les exploitations rurales font de même et c'est pourquoi aucune n'a quoi que ce soit à échanger avec une autre : c'est une juxtaposition d'éléments semblables non coordonnés.

aa) *La division du travail primaire.*

L'on parvient graduellement, grâce à la condensation de la population effectuée par l'agriculture, à la *forme primaire de la division du travail* entre l'agriculteur et l'artisan. Le paysan primitif se sépare pour ainsi dire en ses deux parties constituantes jusqu'alors réunies. L'un abandonne une partie de son travail agricole, l'autre une partie de son travail industriel. Tous deux, pourtant, longtemps encore conservent quelque chose des parties restantes. Aujourd'hui encore, presque chaque artisan ou commerçant a au village son coin de champ qu'il cultive, tout au moins un jardin et quelques bestiaux ; aujourd'hui encore, le paysan bricole, bâtit et fait le menuisier autant que ses forces, ses loisirs et son adresse le lui permettent ; aujourd'hui encore, et même dans les pays arrivés à un très haut degré d'intégration, les femmes filent et tissent au village durant les longues soirées d'hiver.

Néanmoins l'artisan abandonne une partie de son labeur agricole comme le paysan une partie de ses différentes occupations. Ils deviennent de plus en plus dépendants l'un de l'autre, et leurs occupations s'intègrent dans la même

mesure qu'elles se différencient. Et lorsque la demande collective est suffisamment accrue, la division primaire du travail entre l'agriculture et l'industrie fait place à la *division secondaire du travail* à l'intérieur de ces deux groupes principaux.

bb) La division du travail secondaire.

Cette division secondaire du travail se développe, à quelques rares exceptions près, de façon moins complète dans l'agriculture que dans l'industrie. La raison de ce fait est la dépendance où se trouve l'agriculteur vis-à-vis de la nature. Il est étroitement lié par toutes ses occupations diverses à la succession des saisons, de telle sorte qu'une différenciation rigide aurait pour résultat de faire chômer sa force de travail pendant de longues périodes. Et comme il doit avoir de l'occupation pendant toute l'année, s'il veut obtenir le maximum de confort possible, il est presque toujours contraint d'exercer quelques spécialités simultanément ou successivement.

Néanmoins, ici aussi, le maraîcher et le viticulteur se différencient assez vite du cultivateur proprement dit ; et celui-ci, à son tour, selon la position du marché et la qualité du sol, se consacre plus spécialement, tantôt à la culture du blé, tantôt à l'élevage du bétail ou aux produits de laiterie.

Quant à l'artisan, sa différenciation est infiniment plus complète. De l'artisan non-différencié se séparent d'abord, d'après la matière première qu'ils travaillent, les artisans traitant les bois, les métaux, l'argile, les tissus, etc. Et chacun de ceux-ci se spécialise à son tour de façon multiple, en même temps que s'accroît la demande collective relative à leur produit. L'artisan en métaux des débuts (Wieland le forgeron, par exemple, est encore à la fois forgeron et orfèvre) se spécialise en orfèvre pour l'or, orfèvre pour l'argenterie, forgeron et serrurier ; le forge-

ron à son tour se divise en maréchal ferrant, armurier, cloutier et coutelier ; l'armurier en heaumier et faiseur de cuirasses. De même l'artisan non différencié travaillant le bois se différencie en charpentier, charron, et menuisier ; le menuisier à son tour en menuisier-ébéniste, menuisier en bâtiments, modelliste et tourneur ; le menuisier-ébéniste en spécialiste en chaises, en armoires et marqueteur ; le tanneur en sellier, harnacheur, coffretier, matelassier et tapisier, etc., etc.

cc) La division du travail tertiaire entre ouvriers.

Toutes ces professions spécialisées, reliées par le marché et travaillant l'une pour l'autre et l'une à côté de l'autre, gardent une indépendance complète, jusqu'à ce que la demande collective ait atteint une hauteur permettant de franchir la dernière et la plus importante étape : la division du travail tertiaire, *la division et l'association du travail à l'intérieur même du métier.*

Cette dernière forme a déjà été préparée dans l'atelier de l'artisan lorsque les travailleurs inexpérimentés, en particulier les apprentis et aussi les jeunes compagnons, préparent le plus gros de l'ouvrage, laissant aux compagnons exercés ou au maître même le soin d'y mettre le dernier « fini », la dernière main. Cette forme la plus primitive de la division du travail naît également de l'accroissement de la demande collective qui doit garantir au patron des débouchés et un profit suffisant pour l'entretien de plusieurs aides.

A une demande collective plus grande encore correspond une division du travail plus développée. La même pièce passe successivement par un grand nombre de mains dont chacune, à l'aide d'instruments spéciaux, accomplit un petit nombre de manipulations, parfois même une seule avec une habileté grandissante. Et cette di-

vision ne s'étend pas seulement à des artisans de différentes spécialités, mais aussi à des représentants de la même spécialité ayant eu exactement le même apprentissage professionnel. Dans une fabrique d'automobiles, par exemple, la même pièce passe d'un mécanicien à l'autre. Le premier la dégrossit, le second la tourne, le troisième la fore, le quatrième la taraude, le cinquième la trempe, le sixième la polit, le septième comme monteur l'ajuste à sa place. La même pièce peut aussi bien passer par les mains de 70 mécaniciens au lieu de 7, lorsque la demande collective du marché et par suite la division du travail est si importante que chaque ouvrier n'a à dégrossir qu'une certaine pièce ne perce que des trous d'un certain diamètre, ne prépare que des pas-de-vis d'un certain calibre. Et la carrosserie suit, elle aussi, la même marche, faisant passer les trompes, les lanternes, les pneumatiques par les mains de nombreux menuisiers, tapissiers, vernisseurs, ferblantiers, serruriers, etc.

On désigne par le terme de *manufacture* l'exploitation économique exerçant une division et une association du travail tertiaire de cette sorte, tant que la force musculaire de l'homme en est le principal moteur.

dd) La division du travail tertiaire entre ouvriers et machines.

On appelle *fabrique* une exploitation avec division du travail tertiaire, lorsque les machines mues par la force des éléments ne laissent aux ouvriers que le soin de tendre les matériaux, la mise en mouvement et l'arrêt des machines, la surveillance et le contrôle général.

On peut même distinguer si l'on veut dans la division et l'association du travail tertiaire un degré supérieur de perfection. Celui-ci est atteint lorsque les fabriques géantes deviennent autonomes, c'est-à-dire lorsqu'elles se rendent indépendantes du marché pour l'acquisition de leurs matières premières et accessoires, de leurs instruments, de leurs

moyens de transport, etc., en englobant dans leur propre exploitation la production de tous les matériaux et services nécessaires. Nous citerons parmi ces exploitations le Steel Trust américain, qui possède ses propres mines de charbon et de fer, ses propres hauts fourneaux, aciéries, laminoirs, ses propres lignes de chemin de fer, ses ports, ses steamers et allèges, etc. Et en Allemagne entr'autres les établissements Krupp-Gruson et plusieurs autres grandes entreprises par actions.

Un trait particulièrement caractéristique de cette phase est la scission entre le labeur *manuel* et le labeur *intellectuel*, une différenciation qui gagne du terrain de plus en plus et qui a atteint de nos jours des proportions colossales.

Le travailleur intellectuel indépendant comme directeur technique ou commercial, comme organisateur, le travailleur intellectuel dépendant comme « employé d'industrie » sont les indices caractéristiques de ce degré de différenciation.

β) Les degrés de l'intégration.

On peut distinguer des degrés dans l'évolution, non seulement du point de vue de la perfection de la différenciation, mais aussi du point de vue de l'étendue de l'intégration.

aa) La société économique de village.

Tant qu'une société considérée dans son ensemble fabrique elle-même les produits les plus importants nécessaires en temps normal à la satisfaction de ses besoins, soit par le travail non différencié des individus isolés, soit par la coopération primaire dans le village entre artisans et agriculteurs, elle constitue un groupe « autonome » borné par les limites du village et forme ce qu'on appelle une « société économique de village ».

bb) *La société économique de la cité.*

A mesure que le chiffre de la population augmente, l'étendue du cercle économique s'accroît par suite de la diminution des résistances naturelles de transport. Le village le plus avantageusement situé pour le trafic se différencie en ville, ou bien une ville s'élève spontanément à l'endroit le plus favorable. Ce sont généralement les endroits où se trouve un bon port, ou un gué, un lieu de croisement de la circulation par terre et par eau, le col d'une montagne, la jonction de deux voies naturelles comme la rencontre de deux vallées, les gisements de trésors naturels : sel, fer, charbon, diamant (Kimberley), or (Johannesburg), etc. Dans la société économique telle qu'elle nous est donnée par l'*histoire*, le choix du lieu est encore guidé en dehors de ces raisons économiques par d'autres considérations : des fortifications naturelles ou militaires, une position stratégique importante, parfois aussi un caprice princier (la fondation de Karlsruhe) ; enfin des raisons religieuses : des villes importantes se sont développées partout comme annexes des temples, les fêtes du culte attirant des foules considérables furent en même temps des foires. Les grandes foires de Leipzig, Francfort, Nijni-Novgorod rappellent par leur nom (en allemand « Messe ») leur origine religieuse.

Mais quelque soit l'endroit où elle ait été fondée, quelle que soit la raison de cette fondation, la ville avec son territoire forme désormais une société économique d'un plus haut degré d'intégration. Elle est approvisionnée par les économies villageoises auxquelles elle fournit en échange les produits de son industrie. Tant que cette société économique demeure autonome, c'est-à-dire qu'elle crée elle-même tous les produits importants d'un usage courant, elle représente la *société économique de la cité* ou du canton.

cc) *La société économique du territoire, de l'Etat ou de la Nation.*

Le cercle de l'intégration s'élargit toujours dans la même mesure que croît le besoin individuel moyen. La demande collective réclame un approvisionnement plus considérable. Une ville entre toutes les autres, celle qui possède les plus grands avantages économiques et politiques se développe bien au delà de la capacité productive de son propre territoire ; elle entretient et améliore les voies existantes ; elle construit des routes, des canaux, plus tard des chemins de fer, afin de diminuer les résistances de transport et empiète sur les territoires d'approvisionnement des autres villes. Celles-ci à leur tour sont forcées d'étendre leur cercle d'approvisionnement ; et les économies urbaines s'intègrent ainsi entre elles en un unique territoire économique fournissant toute la demande en céréales, territoire qui est limité tout d'abord aux frontières politiques du pays. Selon l'étendue de ce dernier nous avons soit la *société économique du territoire*, soit la *société économique de l'Etat* et, lorsque l'Etat réunit tout un peuple, la *société économique nationale*.

dd) *La société économique internationale et mondiale.*

A ce moment, les économies nationales sont encore autonomes. Mais le processus d'intégration ne se laisse pas arrêter par les frontières politiques. La demande collective s'élève en même temps que le chiffre de la population et amène inévitablement l'importation des produits de sociétés économiques placées sous une autre domination politique. Le même processus qui intégra d'abord économiquement puis politiquement les anciennes économies territoriales dépendant de gouvernements ou du moins d'administrations

autonomes, s'accomplit de nouveau, d'abord seulement au point de vue économique, et transforme les sociétés économiques nationales en une société économique internationale, notre société actuelle, laquelle tend de toute évidence à devenir la société économique mondiale.

Les économies nationales qui sont forcées d'importer un produit important, tel que le grain, perdent leur autonomie économique. L'Allemagne a franchi ce pas décisif dès 1876 et de là date le revirement dans sa politique intérieure. Les grands propriétaires fonciers de l'Est, jusque-là libéréchangistes comme toute aristocratie foncière exportatrice, se déclarèrent subitement partisans du système de protection douanière ainsi qu'il sied à toute aristocratie foncière dans un pays important le grain. Elle forma un « Kartell » avec la classe dominante de l'Ouest de l'Allemagne, composée des grands industriels des entreprises métallurgiques et des fonderies, qui avaient besoin de droits protecteurs, et cette ligue détermine de nos jours encore avec une vigueur inouïe la politique intérieure et extérieure de l'Empire allemand.

Exprimons ceci plus brièvement : Les pays important le grain, l'Allemagne dans une faible mesure et à un degré considérable la Grande-Bretagne, sont devenus de véritables « villes », lesquelles sont intégrées avec toutes les économies nationales de l'ancien et du Nouveau Monde qui approvisionnent de grain le « marché mondial » formant avec elles de gigantesques sociétés économiques pour le commerce des grains. Ces « villes » sont, vis-à-vis de leur propre territoire, dans la même situation que l'artisan villageois vis-à-vis du paysan de son village, que la ville vis-à-vis de son district urbain, etc. C'est toujours la même relation qui se reproduit à un degré supérieur de l'évolution.

Cette conception nous aidera plus tard à calmer certaines inquiétudes que suggère aux partisans modernes de la loi

de population, la disparition de l'autonomie économique des différentes économies nationales.

γ) Les phases de la différenciation et de l'intégration.

On distingue dans l'évolution de la société économique plusieurs *phases* représentant divers stades de différenciation, auxquels correspondent certains degrés d'intégration. Il ne s'agit pas de types absolus dont il serait impossible de prouver l'existence, car comme dans toute évolution il n'existe pas ici de frontières rigides. C'est d'une façon assez arbitraire que l'on distingue certaines espèces bien caractérisées, sans oublier qu'en réalité il n'y a pas d'espèces nettement délimitées, mais une évolution lente et sans fin.

aa) L'économie domestique autonome.

A cette restriction près, l'on peut dire que l'économie du village correspond à la période du travail non différencié ou grossièrement différencié, pendant laquelle il n'existe que des artisans non différenciés peu nombreux. On désigne par *économie domestique autonome* l'ensemble de la société économique de cette période. Elle est caractérisée par la forte prépondérance de la production agricole : agriculture, élevage, pêche, sylviculture, avec un très faible développement de l'industrie et des villes.

Ce dernier caractère semble présenter de nombreuses exceptions : la raison de ceci est que les villes, parfois très florissantes, de l'économie naturelle, ne sont pas nées du besoin économique, de la division du travail en voie de croissance, mais sont dues à d'autres motifs qui agissent puissamment sur la fondation des villes : motifs militaires, religieux, administratifs et personnels.

Jusqu'à ce que la division du travail social en fasse des

villes dans toute l'acception du mot, c'est-à-dire des *villes industrielles*, ce sont plutôt des forteresses, des monastères, des cours seigneuriales où s'exerce cette forme du commerce que l'on trouve déjà dans la plus primitive des économies, celle de la horde. Des artisans peu nombreux y résident bien aussi, afin de couvrir la demande collective des princes et des abbés, des marchands et des voituriers avec leur domesticité et leur garde, en tant que cette demande n'est pas couverte par leurs économies domestiques. Mais ce qui rend la ville une ville au sens économique du mot, ce qui en fait une partie de l'économie urbaine composée de la ville même et de son territoire rural, l'échange commercial entre la production agricole et l'industrie, cette condition manque encore à la place forte, à la résidence et à l'évêché : elle n'est pas ville industrielle mais seulement un *centre d'achat*. Elle n'est que dans une très faible proportion un lieu d'*acquisition* de biens par le moyen économique : travail et échange, mais elle est le siège de l'*administration* de tous ces biens qui affluent dans ses murs grâce au moyen politique, à la propriété féodale instituée par l'Etat. Elle est le lieu où le « revenu seigneurial » est administré et consommé. Dans une économie naturelle ne connaissant pas la propriété politique, c'est à peine s'il existerait quelques faibles ébauches de villes.

bb) La période artisanale.

La société économique urbaine correspond à la forme secondaire de la division et de l'association de travail, à la scission des professions en différentes branches indépendantes travaillant simultanément, et intégrées exclusivement par l'échange. On appelle la phase qui en résulte la période artisanale ou encore la période des corporations. Karl Marx la nomme la période de la « production simple de marchandises ». Elle se distingue, selon lui, de la période sui-

vante en ce que le processus d'échange part de la marchandise pour y revenir : il s'accomplit selon la formule : M-A-M. L'artisan ou le paysan reçoivent de l'argent en échange des marchandises vendues et achètent avec cet argent d'autres marchandises. Le processus de production capitaliste est censé avoir lieu selon la formule : A-M-A partant du capital argent pour y revenir. Nous verrons plus loin que cette formule n'est vraie que dans de faibles limites.

cc) La période de la manufacture,

La société économique du territoire, de l'Etat et de la nation prend naissance lorsqu'il existe de grandes associations politiques qui possèdent déjà la division tertiaire du travail mais à un niveau inférieur, employant encore comme principal moteur de l'exploitation la force musculaire tant humaine qu'animale. On nomme la phase caractérisée ainsi : la *période de la manufacture* ou encore la première période capitaliste. Elle débute par une forme encore assez primitive de division et d'association. Le travail est exécuté non pas dans un atelier commun, mais dans les ateliers de nombreux petits artisans payés à la pièce et dont la besogne est déjà limitée à certaines parties du produit final. C'est le système de l'*industrie à domicile*. De là, l'industrie progresse par une intégration et une différenciation croissantes, et arrive à asservir et à employer comme moteurs les forces des éléments, par exemple les chutes d'eau. Ce fut le cas des premières fabriques anglaises et, de nos jours encore, la fabrique s'appelle en anglais « mill », moulin, parce que les chutes d'eau avaient d'abord été utilisées comme force motrice dans les moulins.

dd) La période de la fabrique et du trust.

Avec la division du travail tertiaire entre l'homme et la

force des éléments, vapeur ou électricité, commence en général l'économie internationale. Elle porte le nom de période de la fabrique ou période capitaliste proprement dite. A un degré plus haut encore, la division et l'association du travail poussées jusqu'à l'extrême forment des organismes autonomes, se procurant eux-mêmes leurs matériaux sans l'intermédiaire du marché ; les différents marchés particuliers tendent alors à s'intégrer en un *marché mondial*. On peut désigner cette période naissante de l'économie mondiale par le nom assez généralement accepté de période du trust ou période de la grande association capitaliste.

δ) **Le moyen de la différenciation et de l'intégration.**

A mesure que croissent l'étendue et l'intensité des relations commerciales, elles exigent un moyen plus perfectionné réduisant le plus possible les difficultés. La société économique crée des *moyens de circulation* toujours plus appropriés pour diminuer la dépense d'énergie et de temps. On peut considérer l'agent de circulation comme un organe que s'est créé la société grandissante en vertu de la téléologie immanente de l'évolution ; la monnaie a été souvent comparée au sang des organismes animaux supérieurs.

aa) *Le troc.*

La première phase de l'évolution, celle de la différenciation et de l'intégration rudimentaires, la phase de la société économique élémentaire qui n'est pas encore concentrée autour d'un marché est généralement désignée par le terme d'*économie naturelle*. Les échanges excessivement rares entre les sociétés isolées peuvent avoir lieu sans moyen d'échange spécial. On échange un objet contre un autre objet selon l'inclination et le caprice du moment, d'après

une échelle d'équivalence purement subjective et pour des motifs plus fréquemment non économiques qu'économiques : désir de faire parade de sa richesse en rivalisant de présents d'hospitalité, crainte des erinnyes, de la malédiction de l'étranger, etc., etc.

bb) *La monnaie en nature.*

Dès que la société économique s'est concentrée aussi faiblement que ce soit autour d'un marché, la nécessité d'un moyen spécial d'échange s'impose. En l'absence d'un tel moyen, le mouvement du marché absorberait infiniment de temps et d'énergie et parfois même serait entièrement impossible. Prenons un exemple : un trafiquant met en vente des esclaves qu'il désire échanger contre du blé. Il y a bien sur la place un marchand de blé, mais celui-ci veut acheter une charrue. Un négociant en charrues est là également, seulement il a besoin non pas d'esclaves ou de blé mais de drap. Et ainsi de suite. Le placement de la totalité des biens et la satisfaction de la totalité des besoins ne peuvent avoir lieu ici que si tous les biens convoités sont également offerts : sinon il manque un maillon à la chaîne. Et alors même que par hasard cette condition serait remplie, il faudrait effectuer une innombrable quantité d'échanges intermédiaires avant que chacun puisse obtenir ce dont il a besoin.

La société économique s'affranchit de ces difficultés par l'« invention » de la monnaie, de l'*argent*. Il existe dans chaque société un bien qui, pour une raison ou une autre, est convoité d'une façon toute particulière et qui est accepté presque partout. Parfois ce sont des objets servant à satisfaire des besoins physiologiques, ainsi çà et là le sel dans les contrées qui en ont peu ; parfois des objets qui satisfont à la fois les besoins matériels et le besoin social de « distinction » : ainsi la monnaie des Indiens du Nord-Ouest consiste

en couvertures de laine, celle des nomades en bétail, *pecus*, d'où vient le mot latin *pecunia*. Parfois aussi les besoins sociaux semblent s'allier de façon bizarre aux besoins religieux ; c'est du moins la raison qu'ont avancée plusieurs érudits pour expliquer l'origine de la curieuse monnaie usitée dans les Carolines : des pierres à meule. Enfin les objets servant à la parure ont pris une importance toute particulière : par exemple des coquillages comme le cauris et les métaux précieux.

Aussitôt qu'une monnaie naturelle de cette espèce est acceptée de tous, qu'elle « a cours », chacun échange son bien contre cette monnaie et la donne ensuite en échange de l'objet désiré. Par ce moyen, tous les échanges intermédiaires sont réduits à un seul, rapide et aisé, et la circulation générale peut se dérouler avec le minimum de difficulté sur chaque marché, quelle que soit la nature des objets s'y trouvant en vente.

cc) La monnaie métallique.

Avec l'extension et l'intensité croissantes du mouvement du marché, le mécanisme de la monnaie en nature se trouve bientôt insuffisant. Et cela pour plusieurs raisons.

D'abord il se trouve sur le marché un nombre toujours plus grand de vendeurs ou d'acheteurs, qui ne trouvent pas d'emploi pour cette monnaie en nature. Elle ne peut avoir cours que dans une société ayant une différenciation très faible et dans laquelle tous les besoins individuels sont approximativement égaux. Ainsi chaque pasteur, par exemple, peut toujours utiliser des bestiaux ; mais lorsque les villes se sont développées, il existe nombre d'individus qui ne sauraient que faire des bestiaux, vu qu'ils ne possèdent ni pâturages ni bergers.

Puis la mesure de l'échange, la valeur d'échange, se fixe de façon toujours plus stricte. L'on s'était contenté tout

d'abord de *compter* le nombre des pièces, la monnaie en nature, maintenant on commence à les *évaluer*. Dans l'économie monétaire en nature, la pièce est plutôt le *symbole* d'un certain équivalent que cet équivalent lui-même. Selon l'usage, on paie pour un bien donné un certain nombre d'unités de l'objet-monnaie. L'usage a même pénétré jusque dans la pratique judiciaire : les amendes sont fixées une fois pour toutes à un certain nombre de bœufs par exemple. Dès que le mouvement du marché devient plus intense, on se rend compte qu'un bœuf peut, dans certains cas, en valoir deux autres. Un nouveau progrès s'impose. La société a besoin désormais d'une monnaie, d'un bien *fongible*, c'est-à-dire dont les unités peuvent se substituer l'une à l'autre parce qu'elles sont entièrement semblables.

Les *métaux précieux* semblent être, par excellence, aptes à remplir ces conditions. Ils ont cours partout comme moyens de satisfaction du besoin de parure et, par suite, de la distinction sociale. Ils n'ont proportionnellement à leur valeur qu'un poids minime et n'opposent ainsi qu'une minime résistance au transport ; ils sont pratiquement d'une durée presque éternelle. Contrairement aux autres métaux, ils ne sont pas altérés par les influences atmosphériques ; et ils se laissent aisément diviser en morceaux de poids égal, en unités fongibles.

Aussi les emploie-t-on comme moyen d'échange, tout d'abord sans être monnayés. De nos jours encore, dans certaines contrées à demi-sauvages du sud de l'Asie, on se sert pour les paiements d'argent non monnayé. Le titre de la barre d'argent est d'abord vérifié sur la pierre de touche ; puis on en détache avec un couteau des morceaux que l'on pèse pour donner au vendeur le poids convenu. De même nos héros germains donnaient en paiement des fragments de leurs bracelets dont ils détachaient des morceaux avec leur glaive.

Ce mécanisme est néanmoins encore très grossier et

d'un fonctionnement fort lent. Dès que le trafic s'étend et se condense davantage, la perte de temps et de force qui en résulte semble insupportable. Pour éviter cet inconvénient, on transforme la « monnaie métallique naturelle » comme on pourrait la nommer, en « monnaie » proprement dite.

C'est aux *villes*, aux endroits possédant le trafic, le mouvement du marché le plus dense, que l'on doit la création de la monnaie. Afin de faciliter les relations d'échange l'administration du marché fait préparer le métal précieux en morceaux dont elle garantit le poids et le titre, apposant sur chacun son sceau, les armes municipales. Ce morceau de métal, dont le titre et le poids sont ainsi garantis par un sceau officiel, la « frappe », est désormais la « monnaie » par excellence, le moyen d'échange parfait.

Comme tel, il sert à *mesurer la valeur* des objets. On perd l'habitude d'exprimer la valeur d'un objet par une certaine quantité d'un autre objet, mais on l'exprime maintenant en argent. Nous lisons dans l'Iliade qu'une armure d'airain est évaluée à dix bœufs, une armure d'or à cent bœufs : dans l'économie monétaire organisée, on exprime les valeurs en argent et on ne compare entre eux les différents objets qu'indirectement, selon leur valeur monétaire. Derrière le caractère de mesure de la valeur qu'a acquis la monnaie métallique, son caractère persistant de marchandise s'efface de plus en plus, sans toutefois jamais disparaître entièrement. Nous aurons l'occasion, en étudiant la théorie des crises, de voir ce qui arrive lorsque le caractère de marchandise de l'argent passe subitement au premier plan.

En tant que mesure de la valeur, le métal précieux monnayé n'est pas seulement un moyen de « circulation », mais un objet dont la fonction essentielle est de circuler. Il se meut éternellement entre ceux qui échangent, désiré non pas pour lui-même mais pour les autres biens qu'il procure, qu'il représente pour ainsi dire en valeur, sinon en subs-

tance. *Il est désiré comme moindre moyen d'acquisition.* Une fois frappé comme monnaie et entré dans le mouvement du marché, il n'en disparaît de nouveau que *per nefas*, c'est à dire lorsqu'il est perdu ou dans des cas très rares, lorsqu'il est employé comme parure ou fondu de nouveau pour être affecté à d'autres usages. L'avare même, qui garde jalousement son trésor, a l'intention de l'utiliser dès qu'il sera devenu assez considérable. Ainsi le métal monnayé perd entièrement son caractère de marchandise pour la plupart des hommes et ne le conserve que pour ses préparateurs et ses trafiquants : les propriétaires de mines d'or et d'argent, les changeurs et banquiers et, au haut de l'échelle, les arbitragistes qui tirent profit des faibles différences de cours des pièces d'or de même titre mais de frappe, c'est-à-dire de nationalité différente.

A mesure que le marché s'étend et se développe, l'échange doit se servir davantage du plus précieux des deux métaux monnayables. L'argent s'efface et l'or passe au premier plan. La raison de ce fait est la plus grande résistance relative de transport que présente l'argent, dont la valeur est moindre. Le rapport de valeur entre l'or et l'argent a été pendant des siècles de 12-15 à 1. Pour le même montant d'affaires, le marchand devrait posséder par conséquent un poids d'argent environ 15 fois plus considérable, ce qui, surtout lorsqu'il s'agit d'opérations importantes, devient bientôt fort incommode, onéreux et finalement presque impossible. Aussi la monnaie d'or supplante-t-elle la monnaie d'argent d'abord dans le commerce en gros et dans le commerce entre des pays éloignés, puis dans une mesure croissante dans le petit commerce. Les administrations des marchés se conforment aux exigences du trafic : au système de l'étalon d'argent succède d'abord le système du double étalon (dans lequel, dans une proportion de poids établie légalement, l'or et l'argent ont la même valeur d'achat) et enfin le système de l'étalon d'or.

dd) *La monnaie de papier.*

Lorsque le mouvement du marché atteint un degré plus élevé d'extension et d'intensité, le mécanisme de l'or, devenu à son tour trop grossier et trop encombrant, est remplacé dans une mesure croissante par un nouvel agent : la *monnaie de papier* (*Kredigeld*).

On appelle monnaie de papier des bons sur une certaine réserve d'argent, un certain fonds. Il convient de distinguer entre la monnaie de papier publique et la monnaie de papier privée. Par monnaie de papier publique l'on désigne les billets de banque de l'Etat : ce sont des assignations sur une certaine caisse publique, laquelle est tenue, sauf dans les cas exceptionnels de « cours forcé » ou de « banqueroute de l'Etat » de les reprendre contre paiement en numéraire. Les billets de banque privées garantis par l'Etat forment une sorte de degré intermédiaire entre la monnaie de papier publique et la monnaie de papier privée. Les billets des banques privées non garantis par l'Etat sont des titres de crédit d'ordre purement privé, de même que les billets à ordre émis par les particuliers ou les traites (de *trahere*, tirer) « tirées » par les créanciers sur leurs débiteurs, et les chèques, ou bons sur les dépôts que possède en banque un particulier.

« Crédit » signifie croyance, confiance. Si l'on qualifie de monnaie de crédit (*Kredigeld*) toute monnaie dont on accepte de confiance, sans vérification, la complète validité, toutes les valeurs monétaires officielles rentreraient dans cette catégorie, car elles présentent aussi jusqu'à un certain point ce caractère : on suppose en général sans examen que cette monnaie est de bon aloi. Entre parenthèse, cette confiance du public a été fort fréquemment trompée au cours de l'histoire par les autorités frappant monnaie, lesquelles n'ont jamais hésité dans les temps de pénurie à en diminuer le titre. Durant la guerre de Sept ans, Frédéric le Grand eut encore re-

cours à ce moyen extrême, lequel naturellement entraîne les conséquences les plus funestes pour le commerce et la circulation dans le pays où il est employé. En effet, tous les débiteurs gagnent et tous les créanciers perdent, la valeur en numéraire de tous les biens monte et les suites de cette ingérence brutale dans la vie économique ne se cicatrisent que très lentement.

Pendant le moyen âge surtout, les innombrables petits seigneurs féodaux possédant le droit de battre monnaie se livrèrent sur une grande échelle à la fabrication de la fausse-monnaie. C'est ainsi que toutes les grosses monnaies se sont trouvées réduites à leur valeur numéraire actuelle, la livre (lira) et le solidus (*soldo*), le sou courant, le mark et le florin, etc.

Comme on le voit, dans la monnaie métallique aussi le crédit joue un certain rôle. C'est le cas bien plus encore pour la « *monnaie de crédit proprement dite* », cette dernière n'ayant absolument aucune valeur par elle-même. Ici aussi pourtant le « crédit » n'est qu'un accident : le *papier-monnaie* doit son origine au même besoin d'un moyen de circulation plus commode, qui engendre les autres formes de monnaie.

La monnaie de papier oppose une résistance relative de transport de beaucoup inférieure à celle de l'or même et surmonte en outre plus aisément encore certaines résistances passives.

Mille marks en or pèsent près d'une livre et peuvent difficilement être casés dans un porte-monnaie de dimensions normales, dans une poche de contenance ordinaire, et requièrent déjà une ceinture spéciale. Par contre, vingt ou trente billets de 1.000 marks sont faciles à caser dans un mince portefeuille. Un million en or pèse environ 350 kilos et nécessite une bête de somme pour le transporter ; en billets de banque de mille marks ce million représente encore un paquet encombrant, pour lequel un

portefeuille spécial tout au moins est nécessaire ; mais une lettre de change, un chèque, une traite de 10 ou de 100 millions sont aussi faciles à transporter qu'une ou deux cartes de visite. Avec quelle facilité a été effectué, par exemple, le paiement au Japon de l'indemnité de guerre de la Chine. Le gouvernement chinois donna à la banque d'Angleterre l'ordre de débiter son compte de l'énorme somme (500 millions de francs, je crois) et d'en créditer le compte du gouvernement japonais. Par de simples règlements d'écriture, par deux virements de parties, la dette entière s'est trouvée comptée, remise, touchée et acquittée. Un chèque aurait également rempli le même but.

Grâce à cette énorme commodité, la monnaie de papier est préférée de plus en plus au numéraire. Un négociant moderne et même un particulier de la classe moyenne dans des sociétés très parfaitement organisées, en Angleterre par exemple, n'emploie plus la monnaie d'or et d'argent que pour les menues dépenses. Il ne touche et ne paie que par monnaie de papier, par traites et par chèques. En Angleterre, plus des 9/10 des ventes et des achats sont, paraît-il, réglés de cette manière.

Cette commodité ne peut cependant pas expliquer à elle seule la naissance et l'extension considérable de la monnaie de crédit. Il y a pour cela d'autres raisons encore.

Tout d'abord son aptitude à surmonter beaucoup plus aisément que le métal certaines résistances de transport passives. L'une des causes de son origine fut le manque de sécurité des routes. Le marchand vendant ses marchandises à une grande distance de sa ville natale, prenait volontiers en paiement au lieu de numéraire, un bon sur un correspondant de son pays qu'il connaissait comme solvable, car il ne pouvait craindre qu'un souverain levât une dime sur un papier inintelligible, ou qu'un brigand le lui dérobât. L'ayant mis dans sa besace, le possesseur d'un tel papier de valeur considérable pouvait, sous l'habit

d'un humble pèlerin, traverser en sûreté et sans avoir à craindre les impositions, les contrées les plus dangereuses.

La monnaie de papier est employée ensuite pour les échanges dont l'exécution a à surmonter des obstacles dans l'espace et dans le temps. Parlons d'abord de l'espace : un négociant en grains de Buenos-Ayres expédie par voilier à une maison d'importation de Hambourg un chargement de blé. Le transport dure plusieurs mois. L'Argentin devra-t-il attendre jusqu'à ce que le bateau soit arrivé à destination et qu'un second voilier lui apporte l'or ? Un an pourrait s'écouler avant qu'il touche son argent, et pourtant il en a besoin pour exécuter d'autres transactions. Ou alors il lui faudrait réaliser sur cette affaire unique un bénéfice énorme, si vraiment il ne pouvait « placer » cette somme qu'une fois par an. Par là le commerce serait rendu plus difficile et même, pour de grandes distances, entièrement impossible ; l'intégration du marché serait ralentie et la division du travail social paralysée.

Dans de tels cas la traite se charge d'aplanir la résistance du transport : lorsque le bateau est en partance, l'Argentin tire sur le Hambourgeois une traite pour le montant de la valeur du blé à une échéance correspondant à la durée normale du transport. Il « négocie » cette traite, c'est-à-dire il la vend avec son « endossement », par lequel il se porte garant du remboursement, et il a ainsi de nouveau des fonds disponibles. Le Hambourgeois de son côté ne paie qu'après réception de la marchandise et n'est pas contraint plus que son créancier à « immobiliser » ses capitaux.

La circulation de la monnaie de papier est d'une importance au moins égale pour les échanges ayant à surmonter exclusivement des résistances dans le temps, c'est-à-dire lorsqu'il s'agit d'objets dont la fabrication est assez longue. Dans ce cas les possesseurs des matières premières ou des produits demi-manufacturés font crédit au fabricant jusqu'à ce qu'il ait pu vendre ses produits manufacturés.

On discerne déjà les germes de ce mode d'échange dans les relations entre les anciens artisans et leur clientèle. Un client confiait à son tailleur une pièce de drap pour un habit : il lui en « faisait crédit » jusqu'au moment de la livraison de l'habit. Au lieu du client, le drapier peut faire crédit au tailleur et si le tailleur promet par traite d'effectuer le paiement à une certaine date à laquelle il compte être payé lui-même, nous avons la circulation de la monnaie de crédit sous sa forme la plus simple. L'éloignement dans le temps est surmonté ici tout comme l'éloignement dans l'espace dans les exemples précédents. La traite remplace l'échange « de la main à la main », bien contre bien, impossible dans ce cas et remet le règlement final du compte au moment où, dans la marche ordinaire des événements, l'objet prêt à être utilisé parviendra entre les mains du dernier consommateur. Ayant cours à l'intérieur d'un groupe déterminé d'individus, dans certaines conditions déterminées, elle compense les dépenses encourues par les premiers fabricants jusqu'au moment où le dernier a obtenu l'équivalent définitif de sa marchandise achevée.

La circulation de la monnaie de papier, considérée du point de vue de la société économique tout entière, est l'échange des marchandises organisé, franchissant les barrières du temps et de l'espace. Plus la société se différencie, c'est-à-dire plus il y a de producteurs prenant part successivement à la fabrication d'un objet, grâce à la spécialisation opérée par la division du travail social, et plus la monnaie de papier sera employée. Elle maintient entre les branches devenues indépendantes au point de vue *technique* la solidarité *économique* et jusqu'à un certain point la responsabilité collective.

La traite, adaptée à ces nécessités, est devenue la monnaie du grand commerce et du commerce entre des régions éloignées et surtout du trafic international. D'après une estimation digne de foi, l'énorme mouvement commercial

entre l'Allemagne et les États-Unis serait effectué dans une proportion d'environ 95 0/0 par la monnaie de papier (traites, etc.), et seulement 5 0/0 des échanges sont faits en or.

En même temps qu'il est avantageux pour les particuliers, le crédit est infiniment utile à la société économique dans son ensemble.

Une certaine quantité d'échanges, comprenant une certaine quantité de biens ayant une certaine valeur, exige chaque fois, pour être effectuée, une quantité d'or donnée, de même qu'une certaine quantité de moyens de transport est indispensable pour transporter un poids donné de marchandises dans un temps donné. Or, la société a besoin d'une quantité de monnaie d'autant plus minime que cette monnaie circule plus rapidement, c'est-à-dire que le nombre d'échanges effectués pendant l'unité de temps est plus élevé ; au contraire plus la monnaie circule lentement, plus la somme d'argent dont a besoin la société est élevée.

Donc la monnaie de papier rend non pas seulement autant, mais encore beaucoup plus de services que le métal, parce qu'elle offre une moindre résistance au transport. Elle permet d'effectuer les paiements beaucoup plus rapidement et plus aisément que le métal, puisqu'elle n'a pas besoin d'être comptée ni emballée, etc.

Enfin la société a besoin, pour son mouvement d'échanges, d'une somme de monnaie fiduciaire inférieure à ce qu'il lui faudrait avoir de monnaie métallique. Elle économise ainsi doublement. Car il lui faut « acquérir » l'or par des moyens onéreux, soit par le travail, soit par l'achat, c'est-à-dire par l'abandon d'autres biens. Ce travail ou ces biens peuvent être utilisés autrement par la société : elle possède donc dans la monnaie de crédit un mécanisme d'échange non seulement beaucoup plus efficace, mais aussi beaucoup moins coûteux que le métal.

Nous nous contenterons de ces indications pour l'instant :

nous aurons à revenir plus amplement sur ce point lorsque nous étudierons l'économie sociale.

Remarquons cependant encore que le troc correspond à peu près à la société économique élémentaire, la monnaie en nature à l'économie du village, la monnaie d'argent à l'économie de la cité et du territoire, la monnaie d'or à l'économie de l'Etat et de la Nation, et la monnaie de papier à l'économie internationale et mondiale.

3. *Etendue et développement de la société économique.*

α) La loi de l'extension du marché.

Les lois et les relations exposées ici déterminent par leur activité commune, à chaque moment donné le degré de la division et de l'association du travail dans une société économique donnée, c'est-à-dire dans une civilisation matérielle qui forme à son tour le fondement de la culture intellectuelle. Le processus a lieu de la manière suivante.

La loi de la résistance de transport détermine l'extension, la loi de la demande collective, l'intensité de l'économie commune : plus la résistance absolue de transport est minime, plus le cercle total de la société économique est considérable et plus est grande aussi la zone de commerce et de circulation assignée par la résistance relative de transport à chaque marchandise en particulier. Quant à la demande collective qui doit être couverte dans l'intérieur de ce cercle, déterminé par les conditions naturelles sociales et politiques que nous avons exposées plus haut, elle détermine à son tour le degré de division et d'association du travail et par là le rang tenu par la société économique. (Nous définirons plus exactement en étudiant l'économie sociale la demande collective et sa répercussion sur l'état de la coopération).

Nous avons découvert ici une « loi » véritable de la socio-

logie pouvant s'exprimer quantitativement. C'est la « *loi de l'extension du marché* » qui est de la plus haute importance non seulement pour l'économie, mais aussi pour les sciences historiques en général.

Cette loi explique pourquoi les grandes civilisations qui ont été les mères de toutes les autres ont toujours eu leur berceau sur les rives des grands fleuves. Les fleuves sont des voies naturelles de transport qui opposent à la circulation moins de résistance que les meilleures chaussées : le chaland est de beaucoup supérieur comme moyen de transport au chemin de fer même, parce qu'il peut transporter des fardeaux aussi lourds avec une moindre dépense d'énergie et de biens. C'est pour cette raison que les grands fleuves navigables sont devenus la cause véritable de la grande intégration qui crée les civilisations ; la fertilité des vallées qu'ils arrosent ne fut que la condition de cette intégration. Le fait apparaît clairement lorsque l'on constate que les vallées très fertiles mais dépourvues de tels fleuves sont loin d'avoir atteint par leurs propres forces un degré de civilisation aussi élevé. La fertilité naturelle est aussi, évidemment, une condition indispensable, puisque sans elle la puissante demande collective d'une population dense serait impossible. C'est là peut-être la raison pour laquelle les petites îles de l'Archipel, en dépit de leur position excellente au point de vue des communications, n'ont pas atteint le degré de civilisation des grands bassins fluviaux : le pays était trop petit et trop peu fertile, les alluvions des grands fleuves faisant défaut.

Cette loi rend compte non seulement de l'origine de la civilisation ; mais elle permet également de déduire aisément et simplement maints phénomènes jouant un rôle important dans l'histoire des peuples. Nous voulons parler ici entre autres des fluctuations d'ordre politique dans les résistances de transport. Lorsque de petits Etats, jusque-là séparés par des douanes et des prohibitions commerciales,

se fondent en un grand organisme commun, la demande collective s'accroît subitement dans de telles proportions qu'un progrès considérable de la coopération est le résultat inévitable.

D'autre part, l'historien qui fait entrer cette loi en ligne de compte pourra aisément comprendre les causes de la décadence de la France à la veille de la Révolution, notamment de l'état déplorable de ses finances et celles qui empêchent aujourd'hui l'immense empire chinois de se développer. Dans la France d'alors, comme dans la Chine d'aujourd'hui (du moins jusqu'à une époque fort récente) la société économique était divisée par les résistances politiques, par les douanes intérieures qui s'opposaient à la libre circulation des marchandises (en Chine : Li-kin), en un grand nombre de petites sociétés économiques non intégrées qui, ainsi isolées, ne pouvaient développer la division et l'association du travail qu'en proportion du besoin collectif de leur petit territoire, besoin comprimé artificiellement par des barrières politiques. La France doit sa richesse actuelle moins à son sol merveilleux et à la liberté civique dont jouissent ses habitants qu'à son intégration depuis la Révolution en un vaste territoire économique. Il en est de même de l'Allemagne que les années 1802 (résolution de la députation d'Empire), puis 1866 et 1870/71 ont enfin libérée de ses innombrables « Li-kin » intérieurs et transformée en une prodigieuse organisation économique unique avec un énorme besoin collectif et une division du travail différenciée de la façon la plus complète.

Un historien et un philosophe fort spirituel, Brooks-Adams, veut même faire de cette loi le principe directeur de l'évolution historique et soutient que la suppression et la réouverture des débouchés commerciaux par les bouleversements politiques décident du développement économique, de la richesse et de la puissance des Etats. Malgré ses exagérations, cette conception est en grande partie exacte.

La politique commerciale est assurément un facteur d'une importance inappréciable dans l'évolution des Etats. On sait combien les ports de la Baltique et la province de Prusse se ressentent fortement de la politique commerciale russe, comme la Silésie de la politique autrichienne qui, par l'augmentation des douanes, ont séparé ces contrées de leurs « débouchés naturels ».

Ces exemples suffisent à rendre évidente l'importance historique de la « loi de l'extension du marché ». Sa signification économique n'est pas moindre. Elle est à l'économie ce que le « pont aux ânes » est aux mathématiques, le théorème fondamental, la base de tout l'édifice.

Nous la retrouverons comme un élément essentiel de la fixation du prix des céréales ; Ricardo a même tenté, en vain, il est vrai, d'en faire dériver le phénomène social de la rente foncière. Nous reconnaitrons son œuvre dans la crise agraire que traverse la grande propriété foncière de l'Allemagne orientale : la prodigieuse demande collective de céréales de l'Europe occidentale intégrée avec l'Amérique en un cercle économique, a eu pour résultat de faire diminuer les résistances de transport par l'augmentation du tonnage des navires, de telle sorte que le blé américain a pu se répandre à profusion à un prix minime sur le marché européen.

β) La loi du développement du marché.

Le principe géocentrique.

Ce que j'ai nommé la *loi géocentrique*, la loi qui commande le développement du marché, quelque importante qu'elle soit pour le mécanisme de l'économie, nous aidera avant tout à réfuter des théories erronées.

Ils'agit bien ici d'une connexion d'une extrême puissance, d'un rapport de dépendance d'une force irrésistible, d'une

fonction mathématiquement établie, en un mot, d'une loi véritable, c'est-à-dire d'une loi quantitative. Elle est conçue en ces termes.

La division primaire du travail entre la production agricole et l'industrie (y compris le commerce) n'est possible que lorsque l'agriculture produit un excédent d'aliments.

Cette loi est vraie à tous les degrés de l'économie : pour la division du travail entre le paysan et l'artisan villageois dans l'économie rurale, entre la campagne et la ville dans l'économie urbaine, entre les villes et surtout les grandes villes et les provinces dans l'économie nationale et enfin entre les pays d'exportation et les pays d'importation dans l'économie internationale.

Mais comme la division du travail primaire entre la ville et la campagne, entre la production agricole et l'industrie, est la condition préalable de toutes les formes secondaires et tertiaires de la coopération, et par suite de tout progrès économique, on peut donc formuler cette loi de la manière suivante :

« Tout progrès économique, c'est-à-dire toute évolution de la société économique vers une productivité plus élevée, ne peut s'effectuer que dans la mesure où la production agricole réalise un excédent d'aliments. »

Pour employer le symbole du grand Quesnay, le fondateur de l'économie scientifique, la production agricole est le tronc de l'arbre avec les racines ; le commerce et l'industrie en sont les branches, les rameaux et les feuilles. Ils ne peuvent prospérer que lorsque les racines et le tronc sont sains ; ils doivent languir et périr, lorsque le tronc languit et périt.

Mais revenons au langage prosaïque des chiffres et des faits. Il ne peut exister en aucun cas dans une société économique quelconque un nombre d'habitants étrangers à l'agriculture, c'est-à-dire un nombre de commerçants et d'indus-

triels, de domestiques, d'artistes, de gens exerçant des professions libérales et d'individus sans profession, en un mot de *citadins*, supérieur au nombre que l'agriculture peut nourrir avec l'excédent d'aliments qu'elle produit. C'est bien une loi véritable au sens strictement scientifique du mot.

Lorsque, par exemple, l'excédent moyen de chaque agriculteur est tel que dix-neuf agriculteurs réunis peuvent apporter au marché la nourriture d'un citadin, il y a exactement 5 0/0 de citadins et 95 0/0 d'agriculteurs. Et si chaque agriculteur produit en moyenne le double de la nourriture dont il a besoin pour lui et sa famille, il y a 50 0/0 de citadins. La mesure de la coopération primaire et par là de toute évolution ultérieure de la société économique est étroitement liée au « produit net » de l'agriculture.

C'est la loi fondamentale *géocentrique* de la société économique. Elle semble une vérité de La Palisse et elle l'est en effet. Et pourtant nous verrons que pour avoir abandonné cette base, la seule scientifique, l'économique, poussée par quelque esprit malfaisant, a tourné sur place pendant tout un siècle et s'est égarée dans ce que j'ai nommé l'*industriocentrisme*. Nous entendons par là la vaine tentative de concevoir le mouvement de l'industrie urbaine et du commerce, leur prospérité, leur décadence et leur ruine, comme s'ils étaient autonomes et non liés indissolublement aux transformations de leur mère-nourrice, l'agriculture. Depuis Adam Smith, qui hésitait encore, la théorie classique tout entière, y compris son plus grand disciple, Karl Marx, a été aveuglée par cette conception funeste.

II. Le résultat évaluable de l'évolution.

a) La loi de l'acquisition.

Rigoureusement déterminée dans son extension et dans son intensité par la loi de l'extension du marché, d'après l'éten-

due de son territoire et le degré de coopération atteint, la société économique représente à chaque époque donnée le moindre moyen existant au moment donné pour la satisfaction du besoin collectif, c'est-à-dire de la somme des besoins individuels.

C'est un puissant organisme qui, par la force additionnée des individus isolés, vient à bout des tâches que lui impose sa situation naturelle, sociale et politique, tâches qui sont au-dessus des forces des individus isolés. Les forces sociales d'acquisition et d'administration sont en effet incomparablement plus puissantes et mieux équipées que celles des individus isolés.

De la simple addition de plusieurs forces dans un travail, il surgit déjà une nouvelle force collective beaucoup plus puissante. « La quantité se change en qualité ». Vingt ouvriers en une heure de travail commun peuvent transporter à 100 mètres un lourd fardeau qu'un ouvrier en 20 heures ne pourra probablement pas lever de terre. La spécialisation des outils qu'entraîne la spécialisation de la main-d'œuvre est d'une importance plus grande encore. Les ouvriers économisent leur temps et leur force en employant des outils parfaitement adaptés à leur ouvrage : ils économisent leur temps parce qu'ils ne sont plus obligés de passer d'un travail à un autre, ils économisent leurs forces parce qu'ils n'ont plus besoin de tendre continuellement leurs nerfs et leurs muscles dans des activités différentes. Ils atteignent dans leur spécialité une habileté plus grande et, par suite, une productivité plus élevée. Et tous ces avantages augmentent considérablement dès que l'extension du marché permet et impose l'emploi des machines.

L'ancienne économie n'a guère vu que cette face de la coopération : la division et association tertiaire du travail dans son côté purement *technique*. Le fameux exemple d'Adam Smith : le progrès énorme dans la fabrication des épingles est toujours mis en avant pour illustrer ce pro-

cessus. Ce n'est que récemment que les économistes modernes ont attiré l'attention sur un côté non moins important de la coopération, son côté *social* proprement dit : la scission *secondaire*, la spécialisation en professions nouvelles, toujours mieux équipées et toujours plus à même de satisfaire aux demandes.

La scission du travail en professions intellectuelles et en métiers manuels qui s'est constituée dès la période tertiaire de la division du travail a joué un rôle important dans l'évolution économique. Ce n'est que lorsque le marché est devenu assez important pour entretenir de nombreux spécialistes dans les domaines des sciences naturelles et de la technologie, de nombreux directeurs et contremaîtres ayant une haute culture professionnelle, que l'*organisation* et l'*équipement* techniques peuvent s'étendre dans l'espace que le marché en voie de croissance lui ouvre continuellement. Le résultat est encore un accroissement considérable de la richesse des sociétés.

Le développement continu de la coopération interrégionale et internationale n'est pas moins important. La production et la richesse s'accroissent fortement à mesure que chaque région, que chaque nation, se consacre de façon plus exclusive à telles branches de l'acquisition pour lesquelles la nature du sol ou les aptitudes de ses habitants lui fournissent les conditions les plus favorables et qu'elle échange l'excédent de ses produits contre les spécialités des autres régions et des autres nations.

Un facteur important de l'évolution est le développement prodigieux du commerce et des moyens de transport, leur spécialisation croissante, la proportion toujours plus grande d'individus qui y trouvent leur occupation, leur équipement avec des outils toujours plus parfaits ; nous avons déjà apprécié le rôle des voies de communication, des moyens de transport dans l'extension du marché.

Tous ces facteurs et bien d'autres encore que nous aurons

l'occasion de rencontrer au cours de notre étude, s'unissent afin d'élever sans relâche la productivité et la richesse des sociétés économiques. Nous n'avons pas à nous étendre davantage sur ce sujet, étant maintenant assez avancés pour pouvoir formuler la grande « *loi d'acquisition des richesses* ».

Le territoire de la société économique est d'autant plus grand que les résistances (naturelles et politiques) de transport sont moindres.

La demande collective est d'autant plus élevée que la population de ce territoire est plus dense et que la demande individuelle (déterminée par les conditions naturelles, sociales et politiques) est plus considérable.

La division et l'association techniques et sociales du travail sont d'autant plus perfectionnées que la demande collective est plus élevée.

Le résultat du travail social d'acquisition est d'autant plus grand que le résultat du travail individuel est plus grand.

La richesse de la société économique est d'autant plus grande que le résultat du travail collectif est plus considérable.

b) Les « forces productives ».

Nous pouvons désormais résoudre la question importante des « forces » dites « productives », c'est-à-dire, selon notre terminologie, des *forces d'acquisition*. Ce concept de forces productives a joué un rôle important dans la lutte contre la « chrématistique », la doctrine dénaturée des classiques. Frédéric List notamment a vu dans la protection des forces productives l'objet principal de l'économie, laquelle signifiait surtout pour lui, il est vrai, non l'économie théorique, mais l'économie pratique, la politique commerciale. De quelque façon qu'on le formule, ce problème forme le pivot

de tous les systèmes sociaux-libéraux et socialistes depuis Hall, Quesnay et Ogilvie en passant par Sismondi et Carey jusqu'à Dühring et Henry George. Comme mot d'ordre politique, on en a évidemment beaucoup abusé : nos grands propriétaires et nos grands bourgeois entr'autres font des mots : « forces productives » leur grand cheval de bataille.

Le problème est aisément résolu : *Il n'existe qu'une seule force créatrice : le travail de l'homme ; c'est là la source unique de tous les biens.* La nature ne produit rien, elle ne donne que les matériaux qu'utilise le travail.

Ce que la nature accorde dans sa plus grande fécondité naturelle à celui qui s'empare de ses fruits, n'est que le plus parcimonieux des salaires : les premières nécessités de l'existence, tout juste ce qu'obtient l'animal. La « force productive de la nature » que célébrait Quesnay et devant laquelle Say s'extasiait, est bien, il est vrai, la *condition première de toute existence humaine*, comme le sol, l'eau, l'air et le soleil, mais elle n'est pas le moins du monde une force économique. Seule la confusion entre les besoins « économiques » et les besoins physiologiques a pu faire naître cette idée saugrenue.

Au début de la civilisation le travail de l'homme est faible comme la force d'un enfant. Il n'atteint des proportions gigantesques que par la coopération.

Le travail humain voit par la coopération sa force créatrice multipliée à l'infini.

Mais la coopération est liée, quant à son intensité et à son extension, à des conditions que nous avons caractérisées : elle est maintenue dans des limites que nous avons mesurées.

Tout ce qui amène et améliore les conditions de la coopération, tout ce qui affaiblit et écarte les obstacles qui s'opposent à la coopération augmente la force créatrice de l'homme.

La condition première de la coopération est la protection

légale de la personne et de la fortune de l'individu agissant économiquement; sans cette protection, la force de travail individuelle, la source de la force sociale créatrice se trouve tarie; la demande collective demeure insignifiante et la coopération ne peut se développer jusqu'aux frontières qui lui sont tracées. La pauvreté est partout où l'autorité arbitraire règne, où l'inégalité légale existe: la richesse est partout où règne le droit égal pour tous, où gouverne la loi.

L'obstacle qui s'oppose à la coopération est la résistance de transport. La résistance naturelle ne peut être écartée que par la force sociale d'acquisition augmentant avec la densité de la population; mais la résistance artificielle, la résistance politique, peut et doit tomber, à moins que des raisons non-économiques plus puissantes ne commandent de l'organiser ou de la maintenir.

Toute économique pratique, politique, agraire, commerciale et industrielle, politique de finances et d'impôts, politique sociale, politique de circulation et politique monétaire n'a, d'après les déclarations de ses partisans, qu'un seul but: le relèvement des forces créatrices.

Fort bien! Mais du point de vue de l'économie, il n'existe qu'une seule politique capable de l'atteindre: celle qui poursuit *l'établissement de l'égalité juridique, de l'égalité civile, la suppression de toutes les barrières artificielles empêchant la libre circulation des marchandises.*

Quant à décider si, dans le but de relever les forces productives, la création de barrières *temporaires* est justifiée, c'est là une question qui rentre dans le domaine de l'économie pratique, dans la discussion des arguments de nos deux protectionnistes les plus distingués, Carey et List. Je pense pouvoir prouver que ces raisons ne résistent pas à un examen approfondi.

Mais jamais et sous aucun prétexte on ne peut justifier du point de vue *économique* l'établissement et le maintien de

l'inégalité juridique entre les citoyens. Nous devons laisser à la philosophie sociale le soin de démontrer l'inanité des raisons avancées par tous les systèmes d'asservissement politique et d'inégalité juridique. Dans l'économie également, l'axiome de Kant fait loi: Nul homme ne doit être abaissé au rôle d'instrument d'un autre homme.